

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES

COURTES PRESCRIPTIONS

ART. 2271 A 2279

PAR

E. BOUTON D'AGNIÈRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 14 décembre 1907 à 1 heure

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur
Suffragants { *MM. PIEDELIÈVRE, professeur*
TISSIER, professeur

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

ANCIENNE MAISON L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arr^t

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1907

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
COURTES PRESCRIPTIONS

ART. 2271 A 2279

PAR

E. BOUTON D'AGNIÈRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 14 décembre 1907 à 1 heure

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur
Suffragants { *MM. PIEDELIÈVRE, professeur*
 { *TISSIER, professeur*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

ANCIENNE MAISON L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arr^t

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1907

Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

La prescription extinctive ou libératoire, dont nous allons étudier certaines applications spéciales, est un moyen de libération qui résulte de l'inaction du créancier pendant un certain temps.

En principe, elle s'accomplit par un délai de trente ans, ainsi qu'il résulte des termes précis de l'article 2262 : « Toutes les actions, tant réelles que personnelles sont prescrites par trente ans ».

La prescription trentenaire est donc la règle générale de notre droit moderne, mais cette règle, absolue en ce sens que nous ne rencontrons plus, comme dans l'ancien droit, de prescriptions de quarante ans et de cent ans, a reçu des exceptions nombreuses en vertu de dispositions législatives qui ont toutes pour but de réduire le délai de droit commun.

La prescription décennale forme une première exception au principe.

Mais, l'usage et l'intérêt public ont créé des prescriptions plus courtes pour certaines obligations et le législateur, en s'inspirant soit des coutumes, soit des ordonnances royales, a réduit, suivant des cas qu'il a prévus dans la section IV du chapitre V, au titre de la prescription, le délai nécessaire pour prescrire à cinq ans, deux ans, un an ou six mois.

Il est d'autres prescriptions d'une durée encore moindre, établies par des textes particuliers du Code civil, et l'on peut citer l'action en désaveu de paternité qui s'éteint par un délai de un mois, dans le cas de l'article 316, et de deux mois, dans celui de l'article 317.

Le Code civil formant la règle générale, le principe de l'article 2.262 s'applique en droit commercial comme en droit civil et s'étend en matière administrative et en matière fiscale, qu'il s'agisse de l'enregistrement ou des contributions et, là aussi, des textes ont apporté exception au droit commun et établi des prescriptions de courte durée.

En matière criminelle, correctionnelle et de police, on rencontre encore des prescriptions spéciales et abrégées : en vertu des articles 647 à 640 du Code d'instruction criminelle, l'action civile qui naît de l'infraction se prescrit pas le même laps de temps que l'action publique ; c'est-à-dire, suivant qu'il s'agira de

crimes, de délits ou de contraventions, par dix ans, trois ans ou un an.

Enfin, cette disposition du Code d'instruction criminelle s'est trouvée reproduite dans des lois spéciales relatives à certains délits et parmi ces lois, qui nous offrent encore des exemples de courtes prescriptions, on peut citer notamment : celle du 15 avril 1829, pour les délits de pêche ; celle du 3 mai 1844, pour les délits de chasse ; celle du 19 juillet 1881, pour les délits de presse.

Mais notre but n'a pas été d'entreprendre l'étude de toutes les prescriptions de courte durée dont nous venons d'esquisser à larges traits le rapide tableau. Outre que la plupart d'entre elles se rapportent à des matières étrangères au Droit civil, leur examen détaillé nous eut entraînés à des développements trop longs.

Nous nous sommes attachés plutôt à retracer les caractères et les effets de celles que l'on désigne plus spécialement sous le nom de courtes prescriptions, c'est-à-dire, de celles dont le législateur s'est occupé dans la section IV du chapitre V du titre de la prescription. Elles nous ont paru, en effet, présenter un intérêt plus particulier, les unes, comme celles des articles 2271 à 2273, en raison des motifs sur lesquels elles sont fondées et du régime spécial qui en résulte ;

les autres, comme celle de l'article 2277, à cause de leurs applications pratiques considérables.

Nous aurons donc à examiner successivement : les prescriptions de six mois, d'un an et de deux ans, leur fondement et les dispositions qui leur sont particulières ; ce sera la première partie de notre étude ; dans la seconde, nous traiterons la prescription de cinq ans, ses applications et son régime. Enfin, nous étudierons les règles communes à toutes ces courtes prescriptions.

DES COURTES PRESCRIPTIONS

ART. 2271 à 2279

DE LA PRESCRIPTION DE SIX MOIS

Aux termes de l'article 2271 : « L'action des maîtres et instituteurs des sciences et arts, pour les leçons qu'ils donnent au mois ; celle des hôteliers et traiteurs, à raison du logement et de la nourriture qu'ils fournissent ; celle des ouvriers et gens de travail, pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires, se prescrivent par six mois. »

Ce sont ces diverses courtes prescriptions que nous allons étudier successivement.

Outre celles-là, on rencontre encore un certain nombre de prescriptions qui s'accomplissent par un même délai : dans le Code civil, en matière de nullité de mariage aux articles 181 et 185 ; dans le Code de commerce, à l'article 373. En matière de liquidation de biens de congrégations, pour les demandes de pen-

sion formulées par les anciens congréganistes, l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et l'article 7 du Décret du 16 août 1901, édictent encore des prescriptions du même genre. Enfin, une loi du 19 avril 1901, sur la réparation du dommage causé aux récoltes par le gibier, établit, dans son article 5, une prescription de six mois.

Prescription contre l'action des maîtres.

(2.271, p. 1.)

Dans son alinéa 1^{er}, l'article 2271 déclare : « L'action des maîtres et instituteurs des sciences et des arts, pour les leçons qu'ils donnent au mois, se prescrit par six mois. »

C'est une disposition qui puise son origine dans nos anciennes coutumes : celle d'Orléans fixait, en effet, à un an, le délai de la prescription pour les « instructions d'enfants », sans distinguer si l'enseignement était donné dans une pension où l'on fournissait également logement et nourriture, ou par des professeurs donnant des leçons chez eux ou à domicile.

Le Code a fait la distinction, d'une façon très heu-

reuse d'ailleurs, puisque on paie plus rapidement un professeur qui donne seulement des leçons et dont la créance est moins importante que celle d'un maître de pension.

Le texte de l'article 2.271 vise les leçons données au mois. Mais, que doit-on décider pour les leçons au cachet ?

D'après la rigueur des principes, en vertu de la règle *exceptio est strictissimæ interpretationis* il faudrait admettre que la prescription de six mois n'est pas applicable dans le cas où les leçons sont données au cachet ; mais, la majorité des auteurs (1) décide, et avec raison pensons-nous, que l'article 2.271 doit s'appliquer dans les deux cas. En effet, chaque leçon étant payable après qu'elle est donnée, les motifs qui ont fait établir cette courte prescription s'appliquent avec toute leur vigueur, et il serait peu rationnel d'admettre que des leçons, qui sont payables immédiatement, se prescrivent seulement après un délai de cinq ans, alors que celles qui sont payables à la fin du mois se prescriraient par un délai de six mois.

Le législateur n'a pas prévu non plus le cas où le

(1) Troplong, II, n° 947. — Marcadé, sur 2.271, n° 1. — Baudry et Tissier, *De la Prescription*, n° 714. *Contra* : Laurent, 32, n° 504. — Planiol, *Traité de Droit civil*, n° 644.

maître donne des leçons à l'année ou au trimestre, ni celui, plus rare, où les leçons sont données à forfait.

Pour l'hypothèse où les leçons sont données au trimestre ou à l'année, il nous paraît certain que l'article 2.271 doit être écarté et que cette créance se trouve comprise dans la disposition générale de l'article 2.277 : « et généralement tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts ». C'est donc la prescription quinquennale qui est seule applicable (1).

Dans le second cas, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de leçons données à forfait, l'article 2.277 n'étant plus applicable, c'est donc la prescription de droit commun, c'est-à-dire celle de trente ans, qui sera opposable ; ce qui établit d'ailleurs une disproportion entre ce long délai et les usages relatifs au paiement de cette créance.

Prescription contre l'action des hôteliers.

(2.271, p. 2.)

« L'action des hôteliers et traiteurs, à raison du

(1) Marcadé, sur 2.271, n° 1. — Aubry et Rau, 4^e édit., VIII, p. 444. — Baudry-Tissier. De la prescription n° 714.

logement et de la nourriture qu'ils fournissent, se prescrit par six mois » (2.271, 2).

On trouve l'origine de cette disposition dans l'ordonnance de Louis XII de 1510, en vertu de laquelle la prescription s'accomplissait par un délai de six mois pour : « les taverniers... et autres gens de métier et marchands vendans et distribuans leurs denrées et marchandises en détail ».

Nous avons vu que pour les maîtres et instituteurs une distinction était nécessaire ; ici, il n'y a plus à tenir compte du mode de paiement, ni à distinguer si le débiteur a la qualité de commerçant ou ne l'a pas, ni si les repas ont été pris chez le restaurateur ou à domicile ; les termes du texte sont tout à fait généraux (1).

Il résulte des termes très précis de l'article que la prescription de six mois n'a été établie que contre les hôteliers et les traiteurs et qu'elle ne saurait être opposée à un autre fournisseur, par exemple, au directeur d'une usine, pour la nourriture qu'il a fournie à ses employés (2).

Il nous paraît encore difficile d'appliquer cette prescription aux dépenses faites chez les cafetiers et ca-

(1) Cassation, 20 juin 1838. S. 38, 1, 638. — Marcadé, sur 2.271, n° 2. — Baudry-Tissier, n° 715. — Aubry et Rau, 4^e éd., 8, n° 774. *Contra.* Paris, 14 juin 1899. S. 1900, 2, 15.

(2) Besançon, 21 février 1844. D. 45, 4, 403.

baretiers, pour des consommations autres que la nourriture ; en effet, ces dépenses ne rentrent pas dans les frais de nourriture et de logement prévus par le texte ; ce sont plutôt des fournitures faites par des marchands à des particuliers non marchands, et, comme telles, se prescrivent par un an (1). Remarquons toutefois, que s'il est juridique d'en décider ainsi, il est peu rationnel que les hôteliers aient seulement un délai de six mois pour réclamer ce qui leur est dû, alors que les cabaretiers ont un délai d'un an.

On ne peut pas plus étendre l'application de cette prescription aux bouchers et aux pâtisseries ; à moins d'une interprétation extensive du texte, que ne permet pas son caractère exceptionnel, ils seront donc soumis, quant à la prescription de leur action, à l'article 2.272.

L'article 2.271 ne serait pas non plus opposable à celui qui, par obligeance, a bien voulu loger et nourrir une personne, moyennant un certain prix (2). Si rien n'a été déterminé quant au mode de paiement, la prescription sera celle de trente ans ; mais si, comme il arrive presque toujours, il a été convenu que le prix

(1) Marcadé, sur 2.271, n° 2. — Laurent, 32, n° 506. — Baudry-Tissier, n° 715. *Contra* : Aubry et Rau, 8, n° 774. — Guillouard, 2, n° 748.

(2) Cassation, 7 mai 1866. S. 66, 1, 280 ; D. 66, 1, 390.

serait payable par année ou par mois, c'est la prescription de l'article 2.277 qui sera applicable (1).

Enfin, on admet que la prescription de six mois est inapplicable à celui qui a payé ou cautionné pour le compte du débiteur les frais du logement et de la nourriture dûs à l'hôtelier. En pareil cas, la caution agit comme mandataire ou comme gérant d'affaires du débiteur et la créance se prescrit par trente ans (2).

Prescription contre l'action des Ouvriers.

(2.271, 3.)

L'article 2.271 déclare dans son alinéa 3 que : « l'action des ouvriers et gens de travail, pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires, se prescrit par six mois ».

Cette courte prescription est encore empruntée à notre ancien droit, la coutume de Paris fixait à six mois la prescription de l'action des « gens de métier » et à un an celle des « laboureurs et autres mercenaires ».

(1) Laurent, 32, n° 505. — Baudry-Tissier, n° 715. — Guillouard, n° 750. *Contra* : Durauton, 21, n° 240.

(2) Rouen, 22 mars 1856. S. 57, 2, 742. Cassation, 8 mai 1895. D. 95, 1, 425.

Quelles personnes le législateur a-t-il entendu viser sous la dénomination ouvriers et gens de travail ?

Il est tout d'abord certain qu'on doit entendre sous cette appellation les ouvriers qui se livrent à un travail matériel, qu'ils soient payés à la journée ou à la pièce, et, à ce point de vue, il est inutile de faire la distinction entre le simple ouvrier et le contremaître car, si le travail de contremaître est un travail de surveillance, celui-ci n'est, en somme, qu'un ouvrier qui reçoit un salaire comme les ouvriers et en même temps qu'eux(1).

Mais, on ne saurait considérer comme ouvriers et gens de travail ceux qui se livrent à des travaux non manuels comme les employés des banques ou les commis de maisons de commerce. Les termes du texte impliquent bien une idée de travail matériel ; et, d'autre part, les commis et employés sont payés à des intervalles plus éloignés que des ouvriers ; la prescription de l'article 2.277 leur est seule applicable.

L'article 2.271 prévoyant les fournitures et salaires, il est logique d'admettre qu'il vise les artisans qui, outre le prix de leur travail, ont à réclamer quelques menues fournitures (2).

(1) Cassation, 7 janvier 1824. S. Ch. Bourges, 8 août 1865. S. 66, 2, 349 Sic : Aubry et Rau, 8, p. 774. — Baudry-Tissier, n° 716, *Contra* : Laurent, 32, n° 508.

(2) Cassation, 27 janvier 1851. D. 51, 1, 166 ; S. 51, 1, 247.

Mais il y a des difficultés nombreuses et des divergences sur le point de savoir quand le travail doit être considéré comme celui d'un ouvrier ou comme celui d'un entrepreneur. Il peut arriver, en effet, qu'un ouvrier passe un marché à l'entreprise ou qu'un entrepreneur se charge d'un travail qui, en raison de sa minime importance, se rapproche plus de celui d'un ouvrier que de celui d'un entrepreneur.

L'intérêt pratique, au point de vue de la prescription, est grand, puisqu'il s'agit de savoir si la prescription est de six mois ou de trente ans.

La jurisprudence n'est pas fixée. La Cour de Paris (1), s'attachant uniquement à la nature du contrat, décide que : « cette prescription (2.271) s'applique à tous les travaux manuels, sans qu'il y ait lieu de distinguer s'ils ont été commandés à un compagnon, qui devait les opérer lui-même, ou bien à un patron, exploitant la main-d'œuvre d'autres individus engagés à son service » et que, par conséquent, les gens de travail n'ont qualité d'entrepreneurs que si les travaux ont l'importance qui caractérise l'entreprise ; mais, la Cour de cassation (2), s'attachant à la

(1) Paris, 14 juin 1884 et 4 mars 1885. S. 85, 2, 198. Amiens, 27 octobre 1886. D. 87, 2, 156.

(2) Cassation, 19 juillet 1882. S. 83, 1, 156 ; 7 juin 1887. S. 87, 1, 268 ; 4 juin 1889. S. 89, 1, 415 ; D. 89, 1, 344 ; 27 décembre 1897. S. 1901, 1, 502 ; D. 1901, 1, 111.

qualité des personnes, décide au contraire que la qualité d'entrepreneur est une question de fait laissée à l'appréciation des juges et que la prescription de six mois est inapplicable aux entrepreneurs, alors même que le travail dont ils sont chargés n'a pas eu lieu à prix fait ou consiste en ouvrages peu importants.

Il nous semble qu'aucune de ces deux solutions ne résoud exactement la question et nous pensons qu'il est nécessaire de faire une distinction en décidant que, d'une part, les entrepreneurs ne doivent jamais être soumis à la prescription de six mois et que, d'autre part, les ouvriers n'y seront plus soumis, quand ils prendront la qualité d'entrepreneur.

Donc, si les travaux ont été exécutés par un entrepreneur, la prescription sera celle de trente ans, que le travail ait l'importance d'une entreprise ou ne l'ait pas. En fait, d'ailleurs, l'entrepreneur a besoin de posséder un important roulement de fonds, puisqu'il fait des avances et consent du crédit, et il ne devient pas un ouvrier par cela seul qu'il se change d'un travail minime sans devis ni marché. La majorité de la doctrine (1) admet cette solution, basée aussi sur ce motif juridique que les textes qui établissent une prescription différente du droit commun doivent rece-

(1) Planiol, II, n° 644. — Baudry-Tissier, de la prescription n° 717.

voir une interprétation restrictive. Au contraire, l'ouvrier, par la nature du contrat et l'importance du travail, pourra se trouver soustrait à l'application de l'article 2.271 si, par exemple, il se charge d'un travail à prix fait d'une certaine importance ; il prendra alors la qualité d'entrepreneur et échappera à l'application de la prescription de six mois.

La Cour de cassation (1) a jugé, relativement à l'imprimeur, même dans l'hypothèse où il se livre seulement au travail d'impression sans s'occuper de la vente des ouvrages, qu'il convient de le considérer comme un marchand et qu'il est par suite soumis à la prescription annale. De son côté, Troplong (2) pense qu'il convient de ranger l'imprimeur dans la catégorie des ouvriers.

Nous croyons qu'il n'est ni un ouvrier ni un marchand et qu'il est plus exact de voir en lui un industriel ou un entrepreneur ; il échappe donc à l'application des articles 2.271 et 2.272, il n'est atteint que par la prescription de 30 ans (3).

(1) Cassation, 19 janvier 1853. S. 53, 1, 432 ; D. 53, 1, 61.
— Laurent, 32, n° 512.

(2) Troplong, n° 963.

(3) Marcadé, sur 2.271, n° 3. — Baudry-Tissier, n° 718.

DE LA PRESCRIPTION D'UN AN

L'action des huïssiers, pour le salaire des actes qu'ils signifient et des commissions qu'ils exécutent ; celle des marchands, pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands ; celle des maîtres de pension, pour le prix de pension de leurs élèves et des autres maîtres, pour le prix de l'apprentissage ; celle des domestiques qui se louent à l'année, pour le paiement de leur salaire, se prescrivent par un an.

Ce sont ces diverses prescriptions de l'article 2.272 que nous allons étudier successivement. Nous allons rappeler celles qui s'accomplissent encore par un même délai.

Nous trouvons d'abord dans le Code civil : celle de l'article 183, relative à l'action en nullité de mariage ; celle de l'action en révocation de donation pour cause d'ingratitude, prévue par l'article 957 ; celle de l'action en diminution ou en supplément du prix de la

vente, dans le cas de l'article 622 ; enfin, celle de l'action en réparation du dommage causé par un fait donnant lieu à contravention.

En droit commercial, nous rencontrons encore la prescription annale : pour les actions contre les voituriers pour pertes et avaries (108 C. c.) et pour celles des articles 373 et 433 du Code de commerce.

En droit fiscal, elle existe aussi pour les droits de douanes et de contributions indirectes.

Enfin, la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, a soumis, dans son article 18, à une prescription d'un an, l'action à exercer dans les conditions prévues par elle.

Prescription contre l'action des huissiers.

(2.272.)

« L'action des huissiers, pour le salaire des actes qu'ils signifient et des commissions qu'ils exécutent, se prescrit par un an. »

Faisons remarquer que la loi de 1897 n'a rien changé à cette prescription ; elle prend soin de le déclarer formellement : « Il n'est pas innové en ce qui concerne les huissiers et les avoués aux dispositions édictées par les articles 2.272 et 2.273 ».

Nous verrons, qu'aux termes de l'article 2.273, l'action des avoués se prescrit par deux ans. Pourquoi cette différence entre les avoués et les huissiers ? Bigot-Préameneu, dans l'exposé des motifs, en indique les raisons : « Leur ministère n'est point employé pour des actes multiples se prolongeant autant que ceux des avoués, il est d'usage de les payer plus promptement ».

Le texte ne parle que des salaires et ne dit rien des frais, comme il l'a fait pour les avoués dans l'article 2.273. D'après la rigueur des principes, il faudrait décider que l'action des huissiers, pour leurs frais, c'est-à-dire pour leurs avances et déboursés, se prescrit par trente ans.

Ce serait aboutir à une distinction que le législateur n'a certainement pas voulu créer ; la rédaction même de l'article le prouve. D'ailleurs, pourquoi, s'il n'a pas fait la distinction pour les avoués, la ferait-il pour les huissiers ? La Cour de cassation (1), qui a eu plusieurs fois à se prononcer sur la question, décide que l'article 2.272 doit s'appliquer aux déboursés aussi bien qu'aux émoluments. Elle ajoute qu'il ne saurait d'ailleurs être étendu aux avances et déboursés

(1) Cassation, 23 juin 1863. S. 63, 1, 349 ; D. 63, 1, 344. 9 mars 1875. S. 75, 1, 272. Rouen, 14 décembre 1878. D. 80, 2, 141. — Laurent, 32, n° 495. — Baudry et Tissier, n° 720.

que ferait l'huissier en dehors de ses fonctions, comme mandataire ou *negotiorum gestor* (1) Nous verrons cette question en étudiant l'article 2.273.

Mais la prescription de l'article 2.272 courra-t-elle contre l'huissier qui a encore en sa possession les actes faits pour son client ? Devra-t-on conclure, que le fait de la conservation des pièces par l'huissier, a détruit la présomption de paiement, sur laquelle repose la prescription ?

La Cour de cassation répond par la négative (2), et c'est avec raison, car, s'il est vrai que la présomption de paiement est amoindrie du fait de la conservation des pièces par l'officier ministériel, la détention de pièces ne figure pas parmi les causes d'interruption, qu'énumère pour les courtes prescriptions l'article 2.274. D'autre part, en fait, le client a pu solder ce qu'il devait sans penser à réclamer la remise de pièces dont il ne saurait que faire.

La prescription de l'article 2.272 ne doit s'appliquer que dans les rapports d'huissier à client. C'est ainsi qu'on décide que si un huissier est habituellement

(1) Cassation, 18 février 1873. D. 73, 1, 60. — 25 février 1884. S. 84, 1, 188 ; D. 84, 1, 400.

(2) Cassation, 10 mai 1836. S. 36, 1, 841. Sic. — Laurent, n° 2, n° 496. — Baudry, *loc. cit.* *Contra* : Trib. Seine, 3 juin, 1845. D. 45, 4, 403.

chargé par un avoué de signifier des actes dans l'intérêt de ses clients, l'action qu'il a contre cet avoué se prescrit par trente ans comme toute action née d'un mandat (1) et il en serait ainsi, même dans l'hypothèse où l'huissier n'est pas le correspondant habituel de l'avoué qui l'a chargé de signifier des actes.

Prescription contre l'action des marchands.

L'article 2.272, tel qu'il est modifié par la loi du 30 novembre 1892, dispose dans son alinéa 2 que : « L'action des marchands, pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands, se prescrit par un an. »

Nous trouvons l'origine de cette prescription dans l'article 18 de l'ordonnance de Louis XII de 1510, qui décidait que : les drapiers, apothicaires, boulangers, pâtisseries, serruriers, chaussetiers, taverniers, couturiers, cordonniers, selliers, bouchers et autres gens de métier vendant ou distribuant leurs marchandises en détail, seraient tenus de demander leur paiement dans les six mois.

(1) Trib. Seine, 28 février 1845. D. 45, 4, 306. Grenoble, 25 février 1857. S. 57, 2, 550 ; D. 57, 2, 212, Rouen, 14 décembre 1878. S. 80, 2, 298 ; D. 80, 2, 141.

Lors de la rédaction de la coutume de Paris, on fit remarquer que ce délai de six mois n'était pas suffisant dans tous les cas, et on introduisit, dans les articles 125 et 127, une distinction entre les différentes catégories de marchands. « Ils ne donnèrent, dit Bigot-Préameneu, que six mois aux marchands, gens de métier et autres vendeurs de marchandises et denrées en détail comme boulangers, pâtisseries, couturiers, selliers, bouchers, bourreliers, passementiers, maréchaux, rôtisseurs, cuisiniers et autres semblables ; ils donnèrent un an aux médecins, chirurgiens et apothicaires, ainsi qu'aux drapiers, merciers, épiciers, orfèvres et autres marchands grossiers, maçons, charpentiers, couvreurs, barbiers, serviteurs, laboureurs et autres mercenaires. »

C'est cette distinction que confirma l'ordonnance de 1673 et que maintint en principe le Code civil, qui établit, pour les uns une prescription d'un an, dans l'article 2.272, et, pour les autres, de six mois, dans l'article 2.271.

Dans l'Exposé des motifs au Corps législatif, Bigot-Préameneu indique très exactement les raisons qui justifient la réduction du délai de la prescription dans les cas prévus par les articles 2.271 et 2.272. Nous les verrons en étudiant le fondement de ces prescriptions.

Mais il est plus difficile de trouver une justification des distinctions établies entre les divers créanciers, par exemple, la raison pour laquelle l'action des boulangers et bouchers se prescrit par un an, alors que celle des hôteliers s'éteint par un délai de six mois.

Bigot-Préameneu nous dit bien que si on a évité de soumettre à la prescription d'un an les hôteliers et les traiteurs, pour leur appliquer celle de six mois, c'est parce qu'il est notoire que les objets qu'ils fournissent sont d'un paiement rarement différé ; mais c'est une explication qui s'applique aussi bien aux bouchers et boulangers ; ce n'est pas une justification et il y a là vraiment une inconséquence. Ce n'est du reste pas la seule qu'il soit donné de rencontrer dans toute cette matière des courtes prescriptions.

La loi exige une double condition pour que la prescription annale soit applicable : d'une part, il faut que la marchandise soit livrée par un marchand et qu'elle ait vis-à-vis de lui un caractère commercial ; d'autre part, que cette marchandise soit fournie à un non marchand et qu'elle n'ait vis-à-vis de lui aucun caractère commercial.

Il en résulte tout d'abord, que la prescription de l'article 2.272 ne s'applique pas à la vente qu'un propriétaire non commerçant fait de certains objets et

c'est ainsi qu'on a jugé (1) : qu'un écrivain qui vend sa bibliothèque ne fait pas acte de commerce et reste soumis à la prescription du droit commun. D'ailleurs, même si la vente est faite par un commerçant, faut-il qu'elle constitue de sa part acte de commerce et la prescription annale ne serait pas applicable, par exemple, à un industriel qui vendrait les récoltes de ses propriétés.

Il faut donc que la marchandise soit livrée par un marchand et que cette opération ait vis-à-vis de lui un caractère commercial ; mais il faut aussi que cette marchandise soit livrée à un non marchand et qu'elle n'ait vis-à-vis de lui aucun caractère commercial ; et c'est pourquoi, toutes les fois qu'il s'agira de fournitures faites par un marchand à un autre marchand et pour les besoins de son commerce, il y aura lieu d'appliquer la prescription de droit commun (2). Au contraire, l'article 2.272 trouverait son application, si les fournitures faites par un marchand à un autre marchand étaient étrangères au négoce de l'acheteur et lui avaient été fournies pour son usage personnel (3).

L'expression « marchand », employée par le texte,

(1) Rennes, 12 décembre 1810. S. P. Chr.

(2) Metz, 12 janvier 1819. S. et P. Chr.

(3) Orléans, 9 mars 1852. D. 52, 2, 219 ; P. 52, 1, 474.

doit s'appliquer à tous ceux qui achètent pour revendre, sans distinction entre les vendeurs en gros et les vendeurs en détail, qu'il s'agisse d'objets revendus dans l'état où ils ont été achetés ou après avoir subi certaines transformations. C'est, en effet, aux ventes au détail qu'on peut mieux appliquer les raisons qui ont fait établir cette prescription d'un an, puisque, pour elles, il n'est pas d'usage de faire un plus long crédit.

Il y a des difficultés assez nombreuses sur la question de savoir si l'ouvrier qui, en principe, est soumis, quant à la prescription de son action, à l'article 2.271 et l'entrepreneur à l'article 2.262, ne doivent pas, dans certains cas, être considérés comme des marchands à raison des fournitures qu'ils font à leurs clients. Ils seraient alors soumis, quant à la prescription de leur action, à l'article 2.272.

En ce qui concerne les ouvriers, nous avons vu la question avec l'article 2.271. Mais *quid* des entrepreneurs ?

Certains auteurs, comme Laurent (1), estiment que l'entrepreneur est un marchand, soumis comme tel à la prescription annale ; mais la majorité de la doc-

(1) Laurent, 32, n° 511. Sic : Paris, 22 novembre 1833 ; S. 34, 2, 184. — Aubry et Rau, VIII, p. 444.

trine et la jurisprudence (1) déclarent que les entrepreneurs, même lorsqu'ils fournissent des matériaux, doivent rester soumis au droit commun. C'est avec raison, à notre avis, car, s'il est vrai que les entrepreneurs sont des commerçants, les motifs qui ont fait établir la prescription de l'article 2.272 n'existent pas dans l'hypothèse d'une créance d'entrepreneur, d'ordinaire beaucoup plus considérable que celle des marchands. D'ailleurs, l'article 2.272 ne vise dans son texte que la vente, et puisque nous sommes en présence d'un texte exceptionnel, par conséquent non susceptible d'extension, il n'y a pas lieu d'en étendre l'application à toutes sortes d'opérations qu'un commerçant est susceptible de faire avec un autre commerçant.

Prescription contre l'action des maîtres de pension.

L'article 2.272 édicte un troisième cas, dans lequel la prescription s'accomplit par un an : « L'action des maîtres de pension, pour le prix de pension de leurs

(1) Cassation, 19 juillet 1882. S. 83, 1, 156. 7 juin 1887 ; D. 87, 1, 333. Sic. — Baudry-Tissier, n° 724. Guillouard, II, n° 733.

élèves et des autres maîtres pour le prix de l'apprentissage, se prescrit par un an ».

Cette prescription s'applique au prix de la pension des élèves dans une maison d'instruction et aussi au prix des livres et autres fournitures ; puisque ces frais accessoires se payent toujours avec le prix de la pension, la présomption de paiement s'applique aux uns et aux autres.

Mais, elle ne serait plus applicable au cas où il y a seulement fourniture de logement et de la nourriture, comme il arrive pour les pensions bourgeoises et maisons de familles qui ne sont nullement des pensionnats, mais bien plutôt des restaurants et des hôtels, soumis à l'article 2.271.

Nous lisons dans le *Traité des Prescriptions* de Vazeilles (1) : « Les pensions des nourrices, celle des élèves chez les avoués et notaires, comme toutes pensions dans les maisons d'éducation ou d'apprentissage, se trouvent également comprises dans les expressions génériques de l'article 2.272 ».

Pour l'action en paiement des nourrices, cette assimilation nous paraît impossible. On peut affirmer, en effet, qu'une nourrice n'est pas une maîtresse de pension et qu'elle n'est pas plus une maîtresse d'appren-

(1) Vazeilles, *Traité des Prescriptions*, II, 739.

tissage. Il nous paraît plus juste de décider que, si la nourrice élève l'enfant chez elle, son action est soumise à la prescription de l'article 2.277, et que, si elle habite chez les parents de l'enfant, elle est soumise pour le paiement de ses gages à la prescription de l'article 2.272 al. 4, puisqu'elle peut alors être considérée comme une domestique.

Quant aux pensions dues à des officiers ministériels par leurs clercs, notre article sans doute leur serait applicable, puisqu'ils font vraiment un apprentissage; mais il n'existe plus guère aujourd'hui de clercs payants, on ne trouve plus que des clercs « amateurs » qui ne reçoivent aucun salaire et des clercs payés, qui, eux, sont soumis, quant à la prescription de leur action, à l'article 2.277.

Prescription contre l'action des domestiques.

« L'action des domestiques qui se louent à l'année pour le paiement de leurs salaires » se prescrit par un an (2.272, p. 4).

Pour que cette prescription reçoive son application, il faut donc, ce qui de nos jours est fort rare, que les domestiques se louent à l'année, c'est-à-dire, s'enga-

gent à servir pendant une année. S'ils se louent pour un temps moindre, au mois, à la semaine ou à la journée, ils rentrent alors dans la catégorie des gens de travail soumis à l'article 2.271.

L'expression « domestiques », employée par le texte, comprend tous ceux qui sont attachés au service d'un maître ou à une exploitation pour y accomplir des travaux manuels, tels, par exemple, les cochers, jardiniers, cuisiniers, mais non pas ceux, comme les précepteurs, clercs, comptables, qui rendent des services intellectuels et qui sont soumis à la prescription de l'article 2.277 (1).

(1) Grenoble, 29 novembre 1861. S. 62, 2, 111. — Marcadé, sur 2.272, n° 2. — Baudry-Tissier, *De la Prescription*, n° 727.

DE LA PRESCRIPTION DE DEUX ANS

La prescription s'accomplit par un délai de deux ans : pour les actions en paiement des honoraires dus aux médecins (art. 2.272 *in fine*) ; pour les actions des avoués en paiement de leurs frais et salaires (art. 2.273) ; pour les actions en restitution des pièces confiées aux huissiers (art. 2.276, al. 2) ; pour les demandes en taxe et les actions en restitution des frais dus aux notaires, avoués et huissiers (art. 2 de la loi du 24 décembre 1897).

Outre ces diverses prescriptions que nous allons examiner, il en est encore un certain nombre qui s'accomplissent par un même délai.

Dans le Code civil, lui-même, au titre de la vente, nous trouvons une prescription de deux ans en ce qui concerne l'action en rescision pour cause de lésion d'une vente d'immeuble (art. 1.676).

En droit fiscal, cette sorte de prescription s'applique aux demandes en restitution des droits de douane et

de contributions indirectes ; à l'action en recouvrement des droits et amendes établis par la loi du 28 avril 1893 en matière d'opérations de bourse et, en matière d'enregistrement, aux amendes de contravention à la loi du 26 juin 1824 et à celles de contravention aux lois sur le timbre et sur les ventes de meubles.

La loi du 20 octobre 1886, dans son article 19, établit un délai de deux ans pour l'exercice des actions ouvertes à raison des donations et legs faits aux communes, pour la fondation d'écoles congréganistes, en cas de suppression de ces écoles ; celle du 29 décembre 1892, relative aux dommages causés à la propriété privée pour l'exécution de travaux publics, soumet encore dans son article 17 à une même prescription, l'action en indemnité exercée à l'occasion de l'occupation temporaire des terrains. Enfin, la loi du 31 mars 1896 institue une prescription de deux ans au profit du Trésor, en ce qui concerne les sommes en dépôt à la caisse des Dépôts et Consignations qui proviennent des ventes d'objets laissés par les voyageurs dans les hôtels ou abandonnés sur la voie publique.

Prescription de l'article 2.272.

L'article 2.272, modifié par la loi du 30 novembre 1892, décide que : « L'action des médecins, chirurgiens, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens pour les visites, opérations et médicaments, se prescrit par deux ans. »

L'article 2.272 ancien déclarait : l'action des médecins, chirurgiens et apothicaires pour les visites, opérations et médicaments, prescrite par un an.

L'article II de la loi du 30 novembre 1892 a donc modifié profondément le texte primitif, puisqu'il a étendu l'application de cette prescription, en ajoutant à l'énumération première les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes et porté à deux ans la durée du délai auparavant fixé à un an.

Mais, si la loi de 1892 a mis fin à certaines controverses anciennes, elle n'a pourtant pas tranché toutes les questions soulevées par l'application du Code et notamment celle de savoir si les dentistes et les vétérinaires doivent rentrer dans l'énumération de la loi.

De ce que la loi de 1892 qualifie de chirurgiens-dentistes, les dentistes pourvus du diplôme qu'elle

exige dans son article 2 pour l'exercice de la profession et, qu'elle qualifie de dentistes ceux qui exerçaient antérieurement à la loi, certains en avaient conclu que la disposition nouvelle devait s'appliquer uniquement aux chirurgiens-dentistes. La jurisprudence (1) a rejeté cette interprétation, et c'est avec raison, car il est bien évident que le législateur n'a pu vouloir établir une pareille distinction qui aboutirait à un résultat tout à fait inconséquent, puisqu'elle créerait, au profit des dentistes non diplômés, une situation privilégiée, en leur permettant d'exercer leur action pendant trente ans, alors que leurs confrères ne bénéficieraient que d'un délai de deux ans.

Le texte nouveau ne mentionne pas non plus les médecins-vétérinaires, et la question s'est posée de savoir si la prescription de l'article 2.272 leur est opposable.

La Cour de cassation (2) répond par l'affirmative et sa solution nous paraît commandée par le texte et par l'équité. En effet, la loi de 1892 emploie le terme de médecin, or, comme le décret du 28 germinal, an VII, sur l'établissement des écoles rurales vétérinaires,

(1) Tribunal de la Seine, 7 novembre 1895. S. et P. 96, II, 179.

(2) Cass. 11 juin 1884. D. 85, 1, 208 ; S. 85, 1, 313 ; P. 85, 1, 761.

qualifie de médecins-vétérinaires les membres du Jury de ces écoles et que, d'autre part, la loi du 21 juillet 1881, dans son article 12, dénomme médecine-vétérinaire la pratique de l'art vétérinaire, on peut en conclure que la loi de 1892, en se servant de la même expression, a voulu viser en même temps et les docteurs en médecine et les vétérinaires. D'ailleurs, la même raison d'équité que pour les dentistes milite en faveur de cette solution : il eût été inconséquent de limiter l'action des médecins à deux ans et de laisser l'action des vétérinaires s'exercer pendant trente ans.

Faisons remarquer qu'il ne faudrait pas, en les assimilant aux sages-femmes, étendre le texte aux garde-malades : ce sont des femmes de journée, c'est-à-dire des gens de travail. Elles sont donc soumises, quant à leur action, à la prescription de six mois.

L'article 2.272 déclare que la prescription biennale s'applique aux prix des visites, opérations et médicaments. Mais s'applique-t-elle aux créances qui ont pour objet le prix ou le remboursement du prix des appareils ou médicaments fournis ?

La Cour de cassation (1) décide que la prescription

(1) Cass. 19 juin 1882. S. 84, 1, 21 ; D. 83, 1, 256 ; P. 84, 1, 31.

de deux ans n'atteint pas la créance du médecin pour le prix d'appareils qu'il a pu fournir à son client. Elle fait ici, très justement, l'application du texte, mais sa solution nous paraît critiquable quand elle ajoute, dans le même arrêt, que l'article ne s'applique pas aux médicaments fournis par les médecins et qu'il vise uniquement ceux qui sont fournis par les pharmaciens. Nous pensons, avec M. Tissier (1), que cette distinction est contraire au but de la loi et non conforme à son texte.

Toutefois, dans le cas où le médecin est autorisé, à défaut de pharmacien, à fournir des médicaments à ses malades, en vertu de l'article 11 de la loi du 30 juin 1893 sur la pharmacie, l'article 2.272 doit s'appliquer (2). Dans cette hypothèse, la Cour de cassation admet que les médecins peuvent eux-mêmes opposer la prescription biennale au pharmacien, qui leur aura vendu les médicaments, attendu, dit la Cour (3), que le médecin ne saurait être considéré comme un marchand et que, par suite, la prescription de l'article 2.272 ne peut être écartée. Il nous semble, au con-

(1) Baudry-Tissier, *De la Prescription*, n° 731.

(2) Lyon, 15 novembre 1898. S. 99, 2, 101 : D. 99, 2, 371.

(3) Cassation, 9 juillet 1850. P. 50, 2, 213 ; D. 50, 1, 221. *Contra.* — Laurent, XXXII, n° 500. — Baudry-Tissier, n° 732.

traire, qu'il y a bien acte de commerce, tant du côté du médecin que de celui du pharmacien et que, par conséquent, la prescription biennale ne peut recevoir application.

La nouvelle réduction de l'article n'a pas non plus tranché la controverse ancienne sur le point de savoir à quel moment commence à courir le délai de cette prescription.

Une première opinion, d'ailleurs aujourd'hui abandonnée, se basant sur ce que chaque visite de médecin constitue une créance particulière exigible immédiatement, décide que la prescription commence à courir à partir de chaque visite ou de chaque fourniture (1).

Une seconde théorie, s'appuyant sur le principe que le point de départ de la prescription est l'époque de l'exigibilité, que cette exigibilité se détermine par la convention et, à son défaut, par l'usage, admet que c'est l'usage qui, à défaut de convention, forme le point de départ de la prescription, qu'il s'agisse de maladies aiguës ou chroniques. Pour les maladies aiguës, l'usage étant qu'un médecin ne soit jamais payé qu'à la fin de la maladie, c'est à ce moment que se place le point de départ de la prescription ; pour les maladies

(1) Limoges, 3 juillet 1839. S. 40, 2, 57 ; P. 40, 1, 57. Sic. — Vazeilles, t. II, n° 733. — Laurent, t. XXXII, n° 524. — Aubry et Rau, 4^e éd., 8, p. 442.

chroniques, c'est encore sur l'usage qu'on se règle, et la prescription commence à courir à chaque semestre ou chaque année, suivant que l'habitude sera de payer le médecin ou tous les six mois ou tous les ans (1). C'est cette opinion qui a été généralement adoptée en Belgique et c'est ainsi que la jurisprudence belge, en se fondant sur ce qu'il est d'usage pour les médecins d'envoyer à la fin de l'année le relevé de leurs comptes, admet, qu'à défaut de convention expresse, la prescription de l'article 2.272 ne court qu'à partir de la fin de chaque année.

La jurisprudence française accepte une troisième solution qui, sans distinguer maladies aiguës ou chroniques (2), fait courir la prescription du moment de la cessation des soins, les soins du médecin ne donnant lieu qu'à une seule créance qui n'est définitivement exigible qu'après la cessation des rapports entre malade et docteur.

Toutefois, elle ajoute que, si une même maladie a compris plusieurs périodes distinctes, entre lesquelles les soins médicaux ont cessé pendant un temps suffisamment long pour qu'il soit possible de présumer la libération du malade, la prescription ne commence à

(1) Bruxelles, 28 janvier 1892. S. 92, 4, 24. Gand, 16 janvier 1894. S. 94, 4, 32. Sic. — Marcadé, art. 2.274, n° 3.

(2) Seine, 15 janvier 1870. S. 72, 2, 24 ; D. 71, 3, 101.

courir que dès la fin de cette période (1), et que ce n'est qu'autant que les soins donnés ont été ininterrompus que la créance du médecin forme une créance indivisible (2).

Cette solution de la jurisprudence française est celle qui nous paraît la plus pratique, car c'est seulement à partir de la cessation des soins que le malade va songer à payer et le médecin à réclamer ses honoraires. Ne serait-ce pas, du reste, mettre un docteur dans une situation embarrassante que de l'obliger à réclamer ce qui lui est dû au cours du traitement de la maladie?

Prescription de l'article 2.273

« L'action des avoués, pour le paiement de leurs frais et salaires se prescrit par deux ans, à compter du jugement des procès, ou de la conciliation des parties, ou depuis la révocation desdits avoués. A l'égard des affaires non terminées, ils ne peuvent former de demandes pour leurs frais et salaires qui remonteraient à plus de cinq ans » (art. 2.273).

(1) Caen, 21 avril 1868. S. 69, 2, 97 ; D. 71, 2, 180.

(2) Lyon, 15 novembre 1898. D. 99, 2, 371.

Cette prescription prend son origine dans notre ancien droit. Nous lisons, en effet, dans Pothier (1) : « La demande des procureurs pour leurs salaires, se prescrit par deux ans à compter du jour du décès de leurs parties ou de leur révocation. » Poullain du Parc (2), d'autre part, enseignait que l'action des procureurs se prescrit par trois ans. Bigot-Préameneu a rappelé que le Parlement de Paris avait fixé, dans un arrêt du 28 mars 1692, une prescription de deux années, pour les affaires terminées, et de six pour les autres, et que le Parlement de Normandie, dans un règlement du 15 décembre 1703, avait adopté ces dispositions en limitant dans le second cas la prescription à cinq ans.

Ce sont ces précédents qui ont inspiré les rédacteurs du Code civil.

On peut dire, tout d'abord, qu'il résulte évidemment du texte que les greffiers, agréés et agents d'affaires, de même que les avocats et les notaires restent placés sous l'empire du droit commun (3).

Mais pourquoi, dira-t-on, la loi qui, dans l'article

(1) Pothier, Arrêt du règlement du 28 mars 1692. *Des Obligations*, n° 724.

(2) Poullain du Parc, *De la Prescription*, n° 272.

(3) Lyon, 15 février 1902. D. 1903, 2, 139. Nancy, 15 décembre 1903. D. 1905, 2, 119.

1597, énumère avec tant de soin à côté des avoués, les greffiers, notaires, avocats et huissiers, les a-t-elle ici passés sous silence? « Quand on cherche l'harmonie, dit à ce propos Troplong (1), dans les dispositions de notre section, on oublie que cette partie du titre de la prescription est l'une des plus négligées du Code civil; cependant, ces rédacteurs auraient dû savoir, qu'au Parlement de Grenoble, on assimilait les greffiers aux avoués pour la prescription de leur action. La raison le veut ainsi, mais la loi n'a pas pensé à se mettre d'accord avec elle. »

L'article 2.273 ne doit pas recevoir application dans le cas où l'avoué obtient distraction des dépens. En vertu de cette distraction, en effet, il agit contre la partie adverse, c'est-à-dire qu'il exerce, de par l'article 1.160, un droit de son client, sauf que le bénéfice lui en revient; dès lors, l'action pouvant s'exercer pendant trente ans, celle de l'avoué ne peut se prescrire que par un même laps de temps (2). La même solution s'appliquerait si, à la suite d'une transaction, une partie s'était engagée à payer les frais (3), puisqu'il y aurait novation.

(1) Troplong, *De la Prescription*, II, n° 983.

(2) Grenoble, 22 juillet 1814. P. Chr. Cass. 16 juillet 1890. S. 90, 1, 436. *Contra*. Paris, 28 novembre 1847. P. 48, 1, 162. S. 48, 2, 384. Lyon, 20 novembre 1869. S. 70, 2, 299.

(3) Agen, 16 juin 1890. D. 92, 2, 10.

L'article 2.273 déclare prescrite par deux ans l'action des avoués pour le paiement de leurs frais et salaires. Mais que doit-on comprendre sous ces expressions frais et salaires?

Le mot frais comprend, bien entendu, les honoraires de l'avoué pour l'exercice de son ministère; il comprend aussi les sommes qu'il a dû avancer (1), mais il s'agit seulement des déboursés qu'il a été obligé de faire en sa qualité d'avoué, de mandataire *ad litem*, tels, par exemple, l'avance des droits de greffe ou d'enregistrement, l'avance du coût d'expéditions ou d'actes d'huissiers. Les avances ou déboursés échapperaient, au contraire, à l'application de l'article 2.273, si l'avoué avait agi comme mandataire *ad negotia*, c'est-à-dire, s'il avait fait des démarches ou s'il s'agissait d'affaires non litigieuses ou commerciales (2).

Si ce point n'a jamais été contesté, et si la jurisprudence et la doctrine sont unanimes sur la solution à apporter, il n'en est plus de même en ce qui concerne les honoraires des avocats, et la question de savoir s'ils rentrent dans le texte de la loi, ou s'ils sont sou-

(1) Dijon, 26 décembre 1846. S. 47, 2, 451; D. 47, 4, 379. Sic. Laurent, XXXII, n° 491. — Baudry-Tissier, *De la Prescription*, n° 710.

(2) Riom, 9 juin 1840. S. 40, 2, 295.

mis à la prescription de droit commun, est fort controversée.

Disons tout d'abord qu'on admet généralement que les honoraires des avocats qui entrent en taxe, c'est-à-dire ceux qui ne dépassent pas le taux du tarif de 1807, sont soumis à la prescription de deux ans (1).

Quant aux honoraires qui n'entrent pas en taxe, certains auteurs estiment, et avec eux plusieurs arrêts de jurisprudence (2), qu'ils échappent à l'application de l'article 2.273, comme étant dûs à un avoué en dehors de son mandat *ad litem*.

Mais alors, si l'avance des honoraires d'avocat ne rentre pas dans le mandat *ad litem* de l'avoué, c'est donc que ce ne sont pas là vraiment des frais de la procédure, et c'est dire que ce sont des avances d'argent faites par l'officier ministériel plutôt en qualité d'ami du client qu'en sa qualité d'avoué. Il nous semble que cette manière de voir répond peu à la réalité et que c'est bien plutôt en vue du procès et en sa qualité d'avoué de la partie, que celui-ci fait l'avance de ces « frais nécessaires », suivant l'expression de Laurent,

(1) Aubry et Rau, 4^e éd., 8, p. 441. — Baudry-Tissier, *De la Prescription*, n° 736. — Guillouard, n° 710.

(2) Grenoble, 30 juillet 1821. S. Chr. Riom, 24 mai 1838. S. 38, 2, 388. Douai, 1860. S. 1863, 2, 186 ; P. 63, 1, 135. Sic. Aubry et Rau, VIII, p. 441. — Baudry, *loc. cit.*

et il y a lieu, à notre avis, d'appliquer la prescription de deux ans. C'est là, d'ailleurs, l'opinion défendue par une partie de la doctrine et suivie par de nombreux arrêts (1), notamment par un arrêt Riom de 1840 qui, contrairement à un autre arrêt du même tribunal, antérieur de deux ans, pose en principe, à l'appui de l'opinion que nous défendons, que : « Pour qu'un avoué puisse être considéré comme *negotiorum gestor*, il faut que ses avances soient étrangères à toute affaire litigieuse dans laquelle le mandataire serait chargé d'intervenir comme avoué ».

C'est aussi en conformité de ce principe, qu'il nous semble juste de décider, qu'au cas où l'avoué exerce, en même temps que son ministère, la profession d'avocat, comme il arrive dans les villes où il n'existe pas de barreau constitué, il y a lieu à deux prescriptions différentes : celle de deux ans, quant aux honoraires d'avoué, et celle de trente ans, quant aux honoraires de plaidoirie.

On objecte bien à cette solution que, si à la vérité l'article 32 de la loi du 22 ventôse au XII a donné aux avoués pourvus du diplôme de licencié le droit de plaider, celui-ci ne cesse pas cependant d'avoir ce

(1) Riom, 9 juin 1840. S. 1840, 2, 295. Dijon, 26 décembre 1846. S. 47, 2, 451 ; D. 47, 4, 379. Sic. Marcadé, sur 2.273, n° 1. — Laurent, XXXII, n° 492.

caractère, que c'est comme avoué qu'il plaide et non pas comme avocat et que, par conséquent, relativement à ses honoraires de plaidoirie, il reste soumis à la prescription de deux ans. La Cour de cassation (1) n'a pas tenu compte de l'objection et décide que la prescription de l'action de l'avoué pour le paiement de ses honoraires de plaidoirie est celle de trente ans. Une raison, d'ailleurs, qui nous paraît décisive, c'est que l'avoué, en cette qualité, n'a pas le droit de plaider.

Il y aurait encore lieu à la même solution dans l'hypothèse où un avoué occupe dans une affaire correctionnelle. L'avoué, en effet, n'occupe pas à proprement parler, en police correctionnelle, mais plaide comme mandataire ; il n'est donc pas dans l'exercice de ses fonctions et l'art. 2.273 cesse d'être applicable (2).

La durée de la prescription de l'article 2.273 diffère suivant que l'affaire est ou n'est pas terminée. A l'égard des affaires terminées, la créance se prescrit par deux ans, elle se prescrit par cinq ans à dater du

(1) Cassation, 22 juillet 1835. S. 35, 1, 484. Sic. Laurent, XXXII, n° 492. — Baudry-Tissier, *De la Prescription*, n° 736. — Guillouard, n° 709. *Contra* : Orléans, 30 juin 1842. D. *Prescription*, n° 1023.

(2) Laurent, XXXII, n° 492. — Baudry-Tissier, n° 736. *Contra* : Orléans, 30 juin 1842. D. *Prescription*, 1023. — Leroux de Bretagne, n° 1275.

moment où elle est née, quant aux frais et salaires des affaires dans lesquelles l'avoué n'a pas encore cessé d'occuper.

Pourquoi cette différence de délai ?

Laurent, en excellents termes, en explique la raison : « Quand le procès est jugé ou concilié, dit-il, l'avoué n'a que deux ans pour réclamer ses frais et salaires ; temps plus que suffisant, puisqu'il est d'usage que le client lui fait des remises au moment où le procès s'engage ; le législateur a donc pu établir la présomption, qu'après deux ans, il y a paiement. Si le procès dure plus de 5 ans, la loi a dû accorder à l'avoué un délai plus long, des motifs de délicatesse pouvant l'empêcher de réclamer ses frais et salaires ».

Puisque la prescription de l'article 2.273 diffère suivant que l'affaire est terminée ou ne l'est pas, il était nécessaire de préciser le moment où le procès prend fin ; c'est ce qu'a fait la loi, et elle a pris soin de nous indiquer que l'action des avoués se prescrit : « à compter du jugement des procès ou de la conciliation des parties ou depuis la révocation desdits avoués ».

L'action des avoués, dit le texte, se prescrit à partir du jugement du procès. Il s'agit là du jugement définitif ; un jugement préparatoire ou interlocutoire serait insuffisant pour faire courir la prescription. Il

en serait de même d'un jugement rendu seulement sur l'un des points en litige, et c'est ainsi qu'on a jugé (1) que, si un ou plusieurs jugements terminent le différend sur certains points, mais le laissent continuer sur d'autres, c'est seulement à partir du dernier jugement, de celui qui termine les débats, que commence à courir la prescription. Jusque-là, on se trouve en présence d'un avoué qui occupe et, par suite, contre lequel ne peut courir que la prescription de cinq ans.

Si le législateur n'a visé que trois cas qui mettent fin au litige : celui du jugement, celui où les parties se concilient et celui de la révocation de l'avoué, ce n'est point avec l'intention d'exclure les autres, mais parce qu'il n'a pensé qu'aux circonstances qui se présentent habituellement, et c'est avec raison que la jurisprudence étend l'application du texte et fait courir la prescription de deux ans à partir de la mort de l'avoué, de sa destitution ou de la suppression de son emploi (2).

A ce propos, il convient d'observer que la prescrip-

(1) Paris, 5 décembre 1835. D. 36, 4, 475. D. *Prescription*, n° 4027.

(2) Cass. 18 mars 1807. S. Chr. 19 août 1816. S. Chr. Marcadé, sur 2.273, n° 4. — Laurent, XXXII, n° 489. — Baudry-Tissier, n° 737.

tion de cinq ans pourra toujours être opposée à un avoué dont le mandat aura pris fin, alors même que deux années ne seraient pas encore écoulées depuis cette époque. En effet, l'avoué, sous prétexte qu'il n'occupe plus, ne pourrait prétendre que la prescription de deux ans, à partir de la cessation de ses fonctions, lui est seule opposable; il ne pourrait pas, dans une affaire où il se trouverait créancier d'avances par lui faites (depuis quatre ans par exemple) agir efficacement, après un délai de plus d'une année, à partir de la fin de son mandat, puisque, dans l'espèce, ce serait porter, quant à ces avances, le délai de la prescription à six ans et il serait peu logique que l'avoué qui a cessé d'occuper soit plus favorisé que son confrère, qui continue de défendre les intérêts des clients.

En résumé, pour que l'action de l'accusé soit recevable il faudra qu'on ne puisse invoquer ni l'une ni l'autre des prescriptions de l'article 2.273, c'est-à-dire, ni celle de deux ans, depuis la fin de l'affaire, ni celle de cinq ans, depuis la naissance de la dette (1).

(1) Colmet de Santerre, VIII, n° 381. — Baudry-Tissier, *De la Prescription*, n° 738.

Prescription de l'article 2.276, alinéa 2.

L'article 2.276 (alinéa 1) déclare : « Les juges et avoués sont déchargés des pièces cinq ans après le jugement des procès » ; il ajoute dans son alinéa 2 : « Les huissiers, après deux ans, depuis l'exécution de la commission ou la signification des actes dont ils étaient chargés, en sont pareillement déchargés. »

Pourquoi cette distinction entre les juges et avoués et les huissiers ? Il est assez difficile de trouver des motifs plausibles de la différence ainsi faite par la loi.

Comme toutes les courtes prescriptions, celle de l'article 2.276 est exceptionnelle, et, par conséquent, doit être interprétée de façon restrictive.

Il en résulte tout d'abord que les huissiers ne peuvent être admis à invoquer cette prescription que s'ils ont été commis pour exécuter ou chargés de signifier des actes. C'est ainsi que la Cour de Paris, « considérant que l'article 2.276 ne concerne évidemment que les rapports entre l'huissier et son client qui l'a chargé d'une signification ou d'une exécution », a décidé qu'un débiteur qui a acquitté le montant de l'obligation, en vertu de laquelle il est poursuivi, est

en droit d'exiger la remise de la grosse exécutoire de l'huissier, qui instrumentait contre lui, plus de deux ans après la cessation des poursuites (1).

D'ailleurs, la remise des pièces ne doit pas être confondue avec celle des sommes perçues par l'huissier en qualité de mandataire, et l'action en restitution des sommes touchées par l'huissier, pour le compte de son client, est soumise à la prescription de trente ans ; il s'agit là, en effet, de l'action née d'un mandat (2).

De même, l'action en responsabilité contre l'huissier n'est pas éteinte par le délai de l'art. 2.276, alinéa 2, et si l'huissier est, après deux ans, déchargé des pièces à lui confiées, il ne s'ensuit pas que, passé ce temps, il soit à l'abri des poursuites, à raison, par exemple, de malversations dans l'exécution des divers actes de son ministère (3).

(1) Paris, 20 décembre 1825. *P. Chr. J. du Palais*, 19, p. 1058. — Marcadé, sur 2.276, n° 1. — Baudry-Tissier, n° 740.

(2) Rouen, 1^{er} juillet 1828. *J. du Palais*, 22, p. 9. *D. Rep. Prescription*, n° 1033. — Marcadé, *loc. cit.* — Laurent, t. XXXII, n° 486. — Baudry-Tissier, *loc. cit.*

(3) Rennes, 12 mai 1832. *P. Chr.*

**Prescription de l'article 2 de la loi du
24 décembre 1897.**

Avant 1881, la jurisprudence reconnaissait aux parties le droit de réclamer, pendant trente ans, la taxe des honoraires ou d'intenter l'action en restitution des frais perçus par les officiers ministériels et cela, même après règlement amiable, même après paiement fait par application de l'article 173 du décret du 16 février 1807.

Cette jurisprudence vraiment trop défavorable aux officiers ministériels, qu'elle exposait pendant de longues années à des réclamations contre les paiements volontairement effectués, fut l'objet de vives récriminations qui aboutirent à la loi du 5 août 1881, dont les dispositions ont été reproduites par celle du 24 décembre 1897.

En effet, aux termes de l'article 2 de la loi du 24 décembre 1897 (art. 2 et 4 de la loi de 1881) : « les demandes en taxe et les actions en restitution des frais dûs aux notaires, avoués, huissiers pour les actes de leur ministère, se prescrivent par deux ans, du jour du paiement ou du règlement par compte arrêté, reconnaissance, cédule ou obligation ».

M. Ninard, dans un rapport au Sénat (1), explique ainsi cette disposition : « Le délai de deux ans pour la prescription du recours en taxe, ne pouvait pas davantage soulever d'objection. Le droit du client de recourir à la taxe, après un règlement ou le paiement volontairement effectué, est un droit exorbitant. Si, dans un intérêt d'ordre public, il peut user de cette faveur exceptionnelle que lui a concédée la jurisprudence, il appartient à la loi de la renfermer dans des limites étroites... — Il ne faut pas oublier que le paiement, contre lequel il proteste, lui est personnel, qu'il est l'œuvre de sa volonté et que s'il est victime d'un dommage, ce dommage a pour cause une imprudence qui engage sa responsabilité ».

Cette prescription de l'article 2 de la loi de 1897 n'est opposable qu'aux frais dûs aux notaires à l'occasion des actes de leur ministère et elle ne s'appliquerait pas aux honoraires réclamés par eux, comme mandataires ou comme gérant d'affaires de leurs clients. A l'égard de ces honoraires, il n'y aurait lieu à aucun recours, sauf, bien entendu, au cas de fraude ou au cas d'erreur, et alors par application de l'article 1.304, la prescription serait de dix ans, à partir du jour de la découverte du dol ou de l'erreur.

(1) Dalloz, 1882, 4, p. 39.

La loi de 1897 fixe le point de départ de la prescription à la date du compte arrêté entre l'officier ministériel et son client, mais il faut que ce compte ait le caractère d'un compte général et définitif, car ce n'est qu'à ce moment que le client peut connaître l'importance de sa dette.

La jurisprudence reconnaît au vendeur comme à l'acheteur, le droit de demander la taxe, et la prescription de l'art. 2 n'étant applicable qu'autant qu'il y a eu paiement ou règlement par compte arrêté, reconnaissance ou obligation, il s'ensuit qu'un vendeur, qui n'a pas payé les honoraires du notaire et qui n'a fait avec lui aucun règlement de compte, ne peut se voir opposer la prescription de deux ans (1).

La prescription de l'article 2 de la loi de 1897 peut être interrompue, conformément au droit commun, par une action en justice intentée dans les deux ans, à dater du jour du paiement.

De même aussi, la renonciation au droit d'invoquer cette prescription peut résulter de tout fait impliquant volonté d'y renoncer, et à cet égard, on a jugé qu'un notaire, actionné par un de ses clients en restitution d'honoraires indûment perçus, ne peut plus opposer à

(1) Amiens, 7 juin 1888. S. 89, 2, 108 ; D. 90, 2, 41. *Contra* : Note sous Dalloz.

cette demande en restitution la prescription de deux ans lorsque, dans une lettre adressée au procureur général, en réponse à une plainte formulée contre lui par le demandeur en taxe, il reconnaît devoir restituer une certaine partie des honoraires (1).

Mais la prescription de l'article 2 est-elle interrompue par la demande en taxe ?

Un arrêt de Rouen et un autre du tribunal de Senlis (2) avaient décidé dans le sens négatif, mais la Cour de cassation, avec raison, à notre avis, s'est prononcée pour l'affirmative, en décidant que la demande en taxe, formée en temps utile par une partie, interrompt la prescription (3).

En effet, d'après les principes, pour interrompre la prescription, il faut un acte judiciaire ; un acte extra judiciaire, sauf s'il s'agit d'un commandement ou d'une saisie, n'interrompt pas la prescription. La question est donc de savoir si la demande en taxe doit être considérée comme un acte judiciaire.

Avant 1881, on pouvait regarder cette demande comme extra judiciaire, c'était plutôt, en effet, un

(1) Orléans, 27 juillet 1892. D. 94, 2, 220.

(2) Rouen, 25 mai 1899. D. 99, 2, 425. Senlis, 11 avril 1888. *J. des notaires*, art. 24, 133.

(3) Cassation, 18 juin 1894. D. 94, 1, 549. — Bouvier, Note sous Dalloz. D. 99, 2, 425.

acte gracieux ou officieux des fonctions du président et la solution du tribunal de Rouen de 1899 pouvait se justifier. Mais, depuis les lois de 1881 et de 1897, l'ordonnance de taxe vaut titre exécutoire et emporte hypothèque judiciaire ; c'est donc un véritable jugement, elle est devenue judiciaire et par conséquent susceptible d'interrompre la prescription.

Remarquons toutefois, que la prescription ne serait pas interrompue au cas où la demande en taxe est formée par le notaire lui-même, puisque, évidemment, le notaire ne peut faire un acte qui lui serait préjudiciable. D'ailleurs, la taxe n'est judiciaire qu'autant qu'elle est réclamée par le client lui-même et, quand c'est le notaire qui la demande, le client peut l'ignorer tout à fait (1).

(1) Bouvier, *loc. cit.*

RÈGLES PARTICULIÈRES AUX PRESCRIPTIONS ÉTABLIES PAR LES ARTICLES 2.271 A 2.273 DU CODE CIVIL

Les prescriptions des articles 2.271 à 2.273 présentent avec la prescription de droit commun et celle de l'article 2.277 une différence capitale : alors que celles-ci reposent sur des motifs d'ordre public, celles-là, au contraire, sont fondées sur une présomption de paiement.

Pourquoi cette différence ? Elle résulte de ce que les créances qui font l'objet de ces courtes prescriptions ne sont pas en général constatées par écrit, en raison de leur peu d'importance. Le créancier a dû en exiger rapidement le paiement et le débiteur, parce qu'il n'avait pas de titre contre lui, a pu acquitter sa dette en négligeant de réclamer une quittance. C'est pour éviter qu'il ne soit contraint de payer deux fois, que le législateur a pris soin d'instituer des délais aussi courts.

« Cette présomption de paiement, dit Bigot-Préameneu dans l'Exposé de Motifs, résulte du besoin que les créanciers ont d'être payés promptement, de l'habitude des débiteurs d'acquitter ces dettes sans un long retard et même sans exiger de quittance, et enfin, sur les exemples trop souvent répétés de débiteurs et surtout de leurs héritiers contraints en pareil cas de payer plusieurs fois. »

Les dispositions particulières aux prescriptions des articles 2.271 à 2.273, et relatives à leur point de départ et au serment que le créancier peut déférer au prescrivait, sont des conséquences immédiates de cette idée.

« Les prescriptions de six mois, d'un, deux et cinq ans dont on vient de parler, étant toutes fondées sur une présomption de paiement, explique Bigot-Préameneu, il en résulte plusieurs conséquences, déjà reconnues par l'ordonnance de 1673 : La première conséquence, c'est que la continuation des fournitures, livraisons, services ou travaux pouvant également avoir lieu, soit que le paiement ait été fait, soit qu'il ne l'ait été, n'altère point la présomption de paiement ; ainsi, la prescription ne doit cesser de courir que lorsqu'il n'y a eu compte arrêté, cédula ou obligation ou citation en justice non périmée. La seconde, que le serment peut être déféré à ceux qui op-

poseront ces prescriptions sur le fait de savoir si la chose a été payée ou à leurs représentants, pour qu'ils déclarent s'ils ne savent pas que la chose soit due. »

C'est là le contenu même des dispositions des articles 2.274 et 2.275 ; mais, avant d'en aborder l'étude, nous allons voir les diverses autres conséquences que la jurisprudence a tirées de la même idée.

La jurisprudence admet tout d'abord que les prescriptions des articles 2.271 à 2.273 ne pourront plus être opposées au créancier, s'il est impossible au débiteur de se fonder sur l'idée de paiement de la dette. Nous verrons, en effet, en étudiant l'article 2.275, la jurisprudence admettre que les diverses prescriptions qui reposent sur une présomption de paiement peuvent toujours être détruites par un aveu contraire, exprès ou tacite, du débiteur poursuivi.

Elle décide encore, dans l'hypothèse où le débiteur prétend avoir payé partiellement sa dette et reconnaît en devoir encore une partie, que rien ne s'oppose à ce qu'il puisse invoquer la prescription, à concurrence seulement de la partie de la dette qu'il affirme avoir payée, bien qu'il reconnaisse en devoir le surplus (1).

Elle admet aussi que le débiteur peut opposer la prescription, après avoir contesté la demande au

(1) Cassation, 4 mai 1898. S. 1900, 1, 271. D. 98, 1, 454.

fond, s'il n'a pas invoqué le fait du paiement (1).

Toutefois, il ne faudrait pas, de ce que ces prescriptions sont fondées sur une présomption de paiement, en conclure que le prescrivait soit obligé d'alléguer expressément qu'il a payé ; la loi ne l'exige pas ; elle présume le paiement et le débiteur peut se borner à invoquer la prescription, sans fournir aucune explication.

Point de départ et interruption des prescriptions des articles 2.271 à 2.273.

La prescription commence à courir dès la naissance de l'obligation ; tel est le droit commun.

C'est ce principe que l'article 2.274, dans son alinéa 1^{er} applique aux prescriptions des articles, 2.271 à 2.273.

« La prescription, dans le cas ci-dessus, a lieu, quoiqu'il y ait continuation de fournitures, livraisons services ou travaux. »

Donc, alors même que les prestations continueraient, la prescription court contre le créancier à partir du moment de la naissance du droit ou de la dette et il y a autant de prescriptions qu'il y a de créances. Chaque acte pour l'officier ministériel, chaque mar-

(1) Nancy, 21 février 1895. *Gaz. du Palais* du 6 avril 1895.

chandise livrée par le commerçant, faisant naître une créance, seront soumis à une prescription qui commencera à courir à partir de chaque acte ou de chaque livraison. (Nous avons constaté cependant, en étudiant l'article 2.272 qu'il y a controverse sur le point de départ de la prescription opposable aux médecins). Cette solution est admise par la majorité des auteurs (1), mais elle comporte des restrictions que nous allons indiquer.

Aux termes de l'alinéa 4 de l'article 2.257 : « La prescription ne court point à l'égard d'une créance à jour fixe jusqu'à ce que ce jour soit arrivé ».

Il faut donc, à côté de la règle de l'article 2.274, alinéa 1^{er}, poser ce principe que les prescriptions de courte durée des articles 2.271 à 2.273 ne commencent à courir qu'à partir de l'époque de l'exigibilité de la dette, époque qui est déterminée par la convention, et à défaut d'une convention par l'usage. Donc, si, en vertu d'une convention ou si, d'après les usages, on ne doit payer les fournisseurs que par trimestre ou par mois, la prescription ne commencera à courir qu'après chaque trimestre ou après chaque mois (2).

(1) Laurent, XXXII, n° 521. — Le Roux de Bretagne, *De la Prescription*, n° 1308. — Baudry-Tissier, n° 752.

(2) Marcadé, sur art. 2.274, n° 2. — Baudry-Tissier, *De la Prescription*, n° 753. Guillouard, II, n° 764. *Contra* : Laurent, XXXII, n° 521.

Laurent, qui admet cette solution quand il y a accord exprès ou tacite, n'admet pas que l'usage puisse être assimilé à une convention tacite ; pour lui, on a imaginé cette clause du terme tacite pour remédier aux conséquences absurdes auxquelles on aboutit par la stricte application des principes.

En effet, dit-il, la loi suppose que les journées, fournitures et salaires de l'ouvrier se payent de suite, mais, en fait, tout au moins les maîtres ouvriers, font un certain crédit et ne demandent souvent leur paiement qu'à la fin de l'année ; il arrivera alors que les fournitures et travaux continuant pendant toute l'année, la prescription de six mois sera acquise pour les créances nées pendant le premier semestre avant que l'ouvrier ait présenté sa note.

Nous pensons que rien n'oblige à accepter cette conséquence. L'article 2.257 déclare que la prescription ne court pas contre la créance à terme et la discussion repose sur la question de savoir si l'usage constitue ou non une convention tacite.

Or, on peut dire que, si en fait rien ne s'oppose à ce qu'on puisse admettre, quand il y a continuation de travaux ou fournitures, que l'usage de payer tous les trois mois ou tous les mois constitue accord tacite, en droit, l'article 1.160 nous semble trancher la question en déclarant : « On doit suppléer dans le contrat les

clauses qui y sont d'usage quoiqu'elles n'y soient pas exprimées » (1).

La jurisprudence admet même, en tenant compte de l'accord tacite des parties, que la prescription établie par l'article 2.272 à l'égard des marchands contre leur action, à raison des fournitures faites à des individus non marchands, ne court, lorsqu'il y a eu compte entre les parties, que du jour de la dernière fourniture et non à partir de chacune d'elles.

La loi du 24 décembre 1897, relative aux frais dûs aux notaires, décide que pour les actes, dont l'effet est subordonné au décès, comme les testaments et les donations entre époux pendant le mariage, la prescription ne courra que du jour du décès de l'auteur de la disposition. C'est là une application de l'article 2.257. En effet, pour que le droit qui est dû à l'occasion de ces actes soit acquis au notaire, il faut qu'il y ait survie du bénéficiaire de la libéralité ; ce n'est qu'au jour du décès de l'auteur de la disposition que le notaire peut réclamer son paiement ; c'est à ce moment que la prescription commencera à courir contre lui.

C'est encore comme conséquence de l'idée que les prescriptions des articles 2.271 à 2.273 reposent sur

(1) Cassation, 8 août 1860, S. 61, 1, 535. D. 60, 1, 497.

une présomption de paiement que l'article 2.274, dans son alinéa 2, établit limitativement les causes d'interruption de ces prescriptions de courte durée : « Elle ne cesse de courir, dit le texte, que lorsqu'il y a eu compte arrêté, cédula ou obligation ou citation en justice non périmés. » Ces trois expressions : compte arrêté, cédula, obligation ne visent en somme qu'une reconnaissance de la dette, et nous pouvons simplifier le texte en disant que : la prescription ne cesse de courir que lorsqu'il y a eu reconnaissance de la dette ou citation en justice non périmée. Quel va être l'effet de ces actes ?

La loi, en déclarant que la prescription cesse de courir, n'entend pas dire seulement qu'il y a interruption ; elle veut dire encore qu'il y a interversion, ce qui signifie que la courte prescription disparaît pour faire place à une prescription toute différente : celle de trente ans.

Faisons remarquer, qu'en droit commun, nous trouvons aussi, dans les articles 2.244 et 2.248, la reconnaissance de la dette et la citation en justice comme causes d'interruption de la prescription ; seulement, sous le régime de ces articles, si la reconnaissance, lorsqu'elle est expresse, a bien pour effet d'interrompre la prescription, en opérant novation dans la dette et en substituant à la prescription en cours,

si elle est abrégée, la prescription de trente ans, au contraire, la citation en justice ne fait qu'interrompre la prescription ; la transformation de la dette ancienne ne pouvant résulter que d'un jugement de condamnation. C'est donc seulement relativement à la citation que l'article 2.274 s'écarte de la règle générale, puisqu'il décide qu'elle donne lieu à une intervention.

La disposition de l'article 2.274 s'explique et paraît rationnelle. En effet, les courtes prescriptions qu'elle atteint reposent, nous l'avons vu, sur une présomption de paiement de la dette, dans un bref délai, et les dettes auxquelles elles s'appliquent, étant en général minimes, le débiteur n'a pas songé à réclamer de quittance. Or, si le créancier et le débiteur ont recours à une reconnaissance écrite de la dette, la présomption n'a plus de raison d'être, puisqu'il y a maintenant un titre et que le débiteur, quand il soldera ce qu'il doit, prendra la précaution d'exiger une quittance. On peut ajouter que, étant donné que le débiteur qui ne pouvait acquitter sa dette s'est vu contraint de la reconnaître, il serait peu rationnel de présumer après la reconnaissance une solvabilité qu'il n'avait pas auparavant (1).

(1) Baudry-Tissier, n° 735. Caen, 20 juillet 1874. S. 74, 2, 305. Paris, 1899. S. 1900, 2, 15.

En ce qui touche la citation en justice non périmée, nous avons dit qu'elle substitue aussi à la courte prescription, celle de trente ans, mais ici, la solution est plus difficile à expliquer.

On objecte, tout d'abord, que Pothier distingue entre la demande en justice, qui aurait un simple effet interruptif, et la reconnaissance de la dette, qui opérerait interversion (1) et M. Colmet de Santerre qui invoque la solution de Pothier ajoute : « Certes, quand il est intervenu un jugement, il existe contre le débiteur un titre qui vaut bien un acte notarié et la présomption de paiement sans quittance n'est guère admissible. Mais la citation en justice seule n'est pas un titre, le débiteur peut, en fait, l'avoir ignorée ou oubliée, parce qu'il n'a pas joué le rôle actif dans cet acte ; dès lors, il serait dangereux de l'assimiler à cet acte. » (2).

Cependant nous pensons que, dans le cas de citation comme dans celui de reconnaissance, il y a interversion.

En effet, la loi met sur la même ligne la reconnaissance et la citation et c'est une assimilation naturelle, puisque dans les deux cas la présomption de

(1) Pothier, *Des Obligations*, n° 710.

(2) Demante et Colmet de Santerre, VIII, n° 382 *bis*.

que le fait de laisser entre les mains du créancier les tailles qui servent à constater les fournitures ne suffit pas pour constituer une interruption de la prescription (1).

On décide de même que la lettre adressée au créancier, dans l'espèce un hôtelier qui a fourni des aliments en dehors de son établissement, lettre dans laquelle le débiteur, c'est-à-dire le consommateur, se déclare prêt à payer, s'il obtient diverses rectifications de compte, n'est qu'une confirmation pure et simple de la dette qui subsiste sans être modifiée. Il n'y a pas novation, et la prescription nouvelle qui commence à courir est la prescription ancienne, c'est-à-dire la prescription annale. En effet, il n'y a pas là ni arrêté de compte, c'est-à-dire un mot écrit par le débiteur au bas du mémoire, ni cédule ou obligation, c'est-à-dire reconnaissance de la dette par un acte séparé : acte auquel la loi donne le nom de cédule, quand il est sous-seing privé, et celui d'obligation, quand il est fait par acte authentique.

S'il faut un acte écrit, il faut encore que cet écrit, qui contient reconnaissance de la part du débiteur, ait l'effet interruptif ; qu'il fixe le chiffre de la dette dont il porte reconnaissance.

(1) Cassation, 27 juillet 1853. S. 53, 1, 705 ; D. 53, 1, 253. Seine, 27 novembre 1900, *Le Droit* du 23 janvier 1901.

C'est ce que la Cour de cassation (1) a décidé par interprétation de l'article 434 du Code de commerce, relatif aux courtes prescriptions de droit maritime. Or, puisque la rédaction de cet article est identique à celle de l'article 2.274, c'est la même solution qu'il convient d'adopter. C'est ainsi qu'on a jugé que la lettre que le débiteur a écrite à son créancier pour solliciter de lui un terme, lettre dans laquelle il fait allusion à sa dette, mais sans en déterminer le montant, ne saurait constituer ni compte arrêté, ni cédula, ni obligation, qui, aux termes de l'article 2.274, interrompent les prescriptions des articles 2.271 à 2.273 (2).

Et, dans ces diverses hypothèses, la jurisprudence qui écarte les actes qu'on oppose, comme ne rentrant pas dans la catégorie de ceux qui sont prévus par l'article 2.274, ne repousse pas seulement l'intervention de la prescription, mais elle n'admet même pas l'effet interruptif ordinaire. C'est pourquoi, on a jugé qu'une lettre, dans laquelle le débiteur, sans faire allusion à la quotité de la créance, s'excuse auprès du créancier de lui avoir fait attendre aussi longtemps l'argent qu'il lui doit, ne saurait constituer qu'un

(1) Cassation, 15 janvier 1894. S. 95, 1, 89.

(2) Paris, 14 juin 1884. S. 85, 2, 198.

simple commencement de preuve par écrit et ne pourrait avoir l'effet interruptif de la prescription (1).

En résumé, ou bien la reconnaissance rentre dans les termes de l'article 2.274 et, alors, elle a le double effet d'interrompre la prescription et de remplacer la prescription de courte durée par la prescription trentenaire; ou bien, la reconnaissance ne rentre pas dans les termes de cet article et, alors, elle n'a même pas l'effet interruptif. La jurisprudence écarte donc l'application du droit commun qui reprend seulement son empire, lorsque se produit l'un des cas prévus par l'article 2.274. Cet article, suivant la remarque très juste de M. Tissier (2), « se trouve ainsi constituer un système à part en ce qui concerne les causes et les effets de l'interruption des petites prescriptions. »

Cette jurisprudence soulève de nombreuses critiques.

Est-il bien certain, objecte-t-on d'abord, que les termes de l'article 2.274 impliquent absolument l'idée d'un écrit? N'est-ce pas là une solution trop absolue? Au surplus, cet article n'exige pas qu'il faille écarter le droit commun d'une façon complète. « Comme la loi, dit Laurent (3), n'a rien dit de l'interruption dans

(1) Seine, 7 novembre 1893. S. 96, 2, 179; D. 96, 2, 15.

(2) Baudry-Tissier, *De la Prescription*, n° 758.

(3) Laurent, XXXII, n° 530. — Aubry et Rau, 4^e éd. VIII,

la section consacrée aux prescriptions particulières, il en faut conclure que les principes généraux sont applicables », c'est-à-dire, que, pour lui, la loi n'a pas entendu écarter absolument les reconnaissances non écrites et qu'il y a lieu de leur reconnaître l'effet interruptif sans intervention du titre, laissant subsister la prescription de courte durée.

A ces objections, on peut répondre tout d'abord que les termes de l'article 2.274 impliquent bien certainement l'idée d'un écrit, et que cet article qui spécifie que les courtes prescriptions ne cessent de courir que s'il y a eu compte arrêté, cédula, etc., entend bien par là écarter le droit commun. L'article 2.274 a organisé des causes d'interruption particulières qui seules doivent recevoir application (1).

Dans l'hypothèse prévue par le texte, la créance n'est à l'origine constatée par aucun écrit et ce n'est qu'après livraison de la marchandise ou exécution du travail qu'il y a reconnaissance écrite. Mais, si on suppose que, dès l'origine, un écrit ait été dressé, alors, en pareil cas, on ne se trouvera plus dans la situation

p. 446. Seine, 15 mars 1898, *Le Droit* du 11 juin 1898. Paris, 14 juin 1899. S. 1900, 2, 15.

(1) Baudry-Tissier, n° 759. Caen, 20 juillet, 1874. S. 74. 2, 305. Cassation, 1894. S. 96, 1, 20. 23 janvier 1895. S. 1895, 1, 90.

prévue par le texte et l'article 2.274 ne s'appliquera pas, puisque le débiteur, qui aura un titre contre lui, exigera une quittance et que la présomption de paiement ne servira en rien. D'ailleurs, le fait seul de prendre le soin de rédiger un acte, prouve que les parties ont jugé qu'il serait nécessaire dans la suite et que la dette n'allait pas être rapidement éteinte (1).

Faisons observer, en terminant, que, lorsqu'il s'agit de la prescription des frais dûs aux officiers ministériels, c'est la signification de la taxe qui, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 24 décembre 1897, interrompt la prescription. La signification remplace la citation en justice de l'article 2.274.

Du serment de Crédulité.

Article 2.275.

Dans les différents cas prévus par les articles 2.271 à 2.273, le créancier peut exiger de son débiteur, qui

(1) Alger, 4 novembre 1870. S. 71, 2, 97 ; D. 71, 2, 7. Cassation, 19 juin 1872. S. 72, 1, 159 ; D. 73, 5, 363. — Laurent, XXXII, n° 532. — Troplong, *De la Prescription*, II, n° 969. — Baudry-Tissier, n° 760.

lui oppose la prescription et affirme ainsi avoir payé, qu'il lui confirme sa prétention par le serment que la chose a réellement été payée.

Cette preuve du serment, que la loi réserve contre la prescription, est encore une conséquence, et la plus importante, des motifs sur lesquels reposent les prescriptions des articles 2.271 à 2.273.

L'article 2.273 est ainsi conçu : « Néanmoins, ceux auxquels ces prescriptions seront opposées, peuvent déférer le serment à ceux qui les opposent, sur la question de savoir si la chose a été réellement payée ».

Cette disposition est empruntée à notre ancien droit et l'ordonnance de mars 1673, dans son article 10 du titre 1^{er}, décidait déjà : « Pourront néanmoins les marchands et ouvriers, déférer le serment à ceux auxquels la fourniture a été faite, les assigner et les faire interroger. Et à l'égard des veuves, tuteurs de leurs enfants, héritiers et ayants cause, leur faire déclarer s'ils savent que la chose est due, encore que l'année ou les six mois soient expirés ».

Puisque le serment porte sur un fait personnel au débiteur, et sur lequel il doit s'expliquer d'une façon ferme, c'est au débiteur seul qu'il peut être déféré. Toutefois, à l'imitation de l'ordonnance de 1673, l'article 2.273 ajoute, pour le cas où le débiteur viendrait à mourir : « Le serment pourra être déféré aux

veuves et héritiers, ou aux tuteurs de ces derniers, s'ils sont mineurs, pour qu'ils aient à déclarer s'ils ne savent pas que la chose soit due. »

S'il y a dans la formule de la loi une différence, suivant qu'il s'agit du débiteur ou de ses héritiers, c'est parce que le serment ne pouvait pas porter sur le même point dans les deux cas.

En effet, le débiteur sait s'il a payé sa dette ou s'il ne l'a pas payée et il peut répondre de façon précise ; ses héritiers, au contraire, peuvent ignorer si le paiement a eu lieu. On ne pouvait donc plus exiger d'eux une précision aussi grande et le serment ne pouvait nécessairement pas porter sur la non existence de la dette, mais seulement sur le fait de savoir si elle subsistait encore ; d'où la formule de la loi, qui leur défère le serment « pour qu'ils aient à déclarer s'ils ne savent pas que la chose soit due ». De là ce nom de serment de crédulité ou de crédibilité donné à l'affirmation des ayants cause du débiteur.

L'article 2.275 autorise le serment de crédulité aux tuteurs des héritiers mineurs, dans le cas où ils sont poursuivis en qualité d'ayants cause du premier débiteur ; mais, il convient de remarquer que cet article est une exception à la règle générale et qu'il n'est pas susceptible d'être étendu en dehors du cas spécialement prévu. Il ne s'appliquera donc pas au tu-

teur du débiteur mineur(1) ni au tuteur d'un interdit(2).

Le serment de crédulité peut être déféré aux tuteurs des héritiers mineurs; que doit-on décider au cas où la veuve tutrice se remarie?

On sait que le second mari est, d'après la loi, co-tuteur des enfants du premier lit. Mais alors, à qui le serment doit-il être déféré? Doit-il l'être en même temps à la mère et à son second mari? Et, dans l'affirmative, quel va être l'effet du refus de prêter le serment par l'un ou par l'autre?

A notre avis, le serment doit être déféré à la mère tutrice et à son second mari.

En effet, l'expression co-tuteur indique bien la pensée du législateur qui attribue la tutelle et à la mère et au second mari. Le co-tuteur forme avec la mère la représentation juridique du mineur, il occupe dans l'instance une place égale à celle de la mère et, puisque la prescription a été invoquée et par la mère et par son second mari, c'est à tous deux que le serment doit être déféré (3).

Si la mère tutrice et le mari co-tuteur prêtent tous

(1) Colmar, 23 août 1859. S. 60, 2, 425. Cassation, 14 novembre 1860. S. 61, 1, 949.

(2) Bruges, 11 février 1901. — Pasicrisie, 1901, 3, 192.

(3) Trib. Rennes, 4 janvier 1882. S. 84, 2, 69. — Baudry-Tissier, n° 745. — Labbé, note sous Rennes, précité.

deux le serment, il n'y a pas de difficultés. Mais qu'arrivera-t-il dans le cas de désaccord, si l'un des représentants du mineur accepte le serment et que l'autre s'y refuse?

Ayant admis que le serment doit être déféré et à la mère et au second mari, puisque tous deux représentent un seul intéressé, nous devons en admettre aussi la conséquence, et décider que les deux affirmations doivent venir confirmer la présomption de paiement. Donc, si l'un d'eux refuse de prêter le serment, la condamnation sera prononcée. « Le mineur, dit M. Labbé, souffrira pécuniairement des scrupules de l'un de ses protecteurs, mais, il est à croire que la sentence sera conforme à la vérité et à la justice. » (1)

L'article 2.275 énumère les personnes auxquelles le serment peut-être déféré. Mais cette énumération est-elle limitative et le serment de crédulité ne pourrait-il pas être déféré à un syndic de faillite ou à l'administrateur d'une succession bénéficiaire?

La Cour de Bordeaux (2), en ce qui concerne les syndics de faillite, a jugé que le serment pouvait leur être déféré par le motif « qu'il y a même raison de

(1) Labbé, note sous Rennes, précité. — Baudry-Tissier, n° 745. — Guillouard, n° 784.

(2) Bordeaux, 31 janvier 1827. D. *Rép. Presc.*, n° 1038.

décider » et le tribunal de Perpignan (1), en ce qui concerne les curateurs à succession, a jugé dans le même sens, « attendu que l'énumération est énonciative et non limitative et que, par conséquent, il y a lieu d'interpréter le texte de la loi conformément à son esprit. »

Mais ces solutions doivent être rejetées, d'abord parce que l'article 2.275, constituant une exception, est un texte non susceptible d'être étendu (2), et ensuite parce que, si le serment peut être déféré à la veuve ou aux héritiers du débiteur qui ont pu avoir quelque connaissance des faits qui sont l'objet du procès, il ne pourrait pas l'être utilement à l'administrateur d'une succession ou à un syndic de faillite qui, ignorants, de ce que le débiteur a pu faire, ne pourraient jamais répondre.

De ce que le serment ne peut pas être déféré dans ces hypothèses, un tribunal (3) a conclu que la prescription de courte durée ne pouvait plus être opposée. C'est une conséquence qu'on ne doit pas admettre selon nous, car le serment n'est pas une con-

(1) Perpignan, 13 juin 1899. La loi du 12 août 1899.

(2) Cassation, 17 juillet 1876. S. 77, 1, 17 ; D. 77, 1, 217. Grenoble, 22 décembre 1898. D. 1903, 5, 572. Sic : Laurent, XXXII, n° 516. — Baudry-Tissier, n° 746. — Guillouard, n° 785.

(3) Trib. Seine, 7 février 1893. *Le Droit* du 10 mars 1893.

dition nécessaire pour opposer la prescription, c'est un moyen extrême que la loi laisse au créancier pour échapper à la prescription qu'invoque le débiteur ; du moment que le serment ne peut pas être déféré, il ne s'ensuit pas que la prescription ne puisse plus être invoquée. « La loi, dit M. Tissier (1), veut avant tout que la prescription puisse être opposée ; si le serment ne peut être déféré, la prescription pourra être invoquée sans restriction. »

Il est, du reste, nécessaire que le créancier qui défère le serment le fasse dans les termes indiqués par la loi. Ainsi, la veuve, le tuteur, qui n'ont point une connaissance particulière des actes du défunt, ont seulement à déclarer « s'ils ne savent pas que la chose soit due » et le créancier n'aurait pas le droit de poser des questions plus étendues ; il ne pourrait pas déférer le serment sur le point de savoir s'ils pensent que leur auteur a perçu des intérêts dépassant le taux légal (2).

Nous avons vu que le serment ne pouvait être déféré à d'autres personnes qu'à celles qui figurent dans l'énumération de la loi et que cela résultait du caractère exceptionnel du texte ; il résulte encore de ce ca-

(1) Baudry-Tissier, *loc. cit.*

(2) Chambéry, 28 février 1873. D. 73, 2, 153. Cassation, 14 novembre 1860. D. 61, 4, 375.

ractère que le serment ne peut être déféré que pour les prescriptions des articles 2.271 à 2.273. Cela ressort, du reste, de la rédaction même de l'article : « Ceux auxquels ces prescriptions seront opposées. » ». Par application de cette idée, on a jugé qu'on ne saurait autoriser le créancier à déférer le serment dans le cas de la prescription annale de l'article 43 du Code de commerce, à l'égard des actions en jugement des gages ou loyers des officiers, matelots et autres gens de l'équipage (1).

Faisons observer que l'article 1^{er} de la loi du 24 décembre 1897, sur la prescription des frais dus aux notaires, déclare que l'article 2.275 est applicable à cette prescription. Toutes les conséquences qui résultent du principe de l'article devront donc être étendues à la prescription de l'action contre les notaires.

La loi permet au créancier de déférer le serment au débiteur qui lui oppose la prescription. Mais, le créancier pourrait-il combattre la présomption de paiement, qui sert de base aux prescriptions des articles 2.271 à 2.273, par une preuve autre que celle autorisée par l'article 2.275 ?

En dehors du serment, prévu par la loi, et de l'aveu, que la jurisprudence admet comme nous ver-

(1) Cassation, 13 février 1856. S. 56, 1, 640.

rons plus loin, pourrait-on recourir, pour provoquer cet aveu, à un interrogatoire sur faits et articles ou à la comparution des parties ?

Certains admettent, à côté du serment, l'interrogatoire sur faits et articles, en s'appuyant sur ce que l'ordonnance de 1673 acceptait ce moyen et aussi, sur ce que c'est un mode de preuve admis par la loi en toutes matières et en tout état de cause (art. 324 C. de procédure). Ils ajoutent, à l'appui de leur opinion, que le principe qui se dégage de l'article 2.275 est que l'aveu de non paiement fait par le débiteur annule la présomption de paiement ; il fait tomber la prescription et le créancier doit pouvoir revendiquer l'application entière de ce principe car, s'il est vrai qu'il ne faut pas étendre l'article 2.275, il ne faut pas non plus le restreindre. On doit permettre au créancier, non seulement d'invoquer l'aveu volontaire et spontané du débiteur, mais encore de provoquer cet aveu en réclamant l'interrogatoire ou la comparution.

Il a été jugé (1) dans ce sens, que la prescription d'un an contre les marchands, pour leurs fournitures, étant fondée sur une présomption de paiement, ne peut être invoquée, lorsqu'il résulte de la défense de

(1) Paris, 14 novembre 1818. S. et P. Chr.

ceux qui l'opposent, que le paiement n'a pas eu lieu.

Mais cette opinion est, en général, peu suivie et la plupart des auteurs n'admettent, pour combattre la prescription, que la délation du serment. Ils invoquent, en ce sens, le texte et l'esprit de la loi.

En effet, l'article 2.275 est une disposition exceptionnelle et, comme telle, doit être interprétée strictement. La loi présume par une présomption irréfragable que la dette qui n'a pas été réclamée dans les délais d'usage est payée et elle admet contre cette présomption, dans l'article 2.275, un seul moyen de preuve qui est le serment. Nulle preuve, déclare l'article 1.352, n'est admise contre la présomption de la loi, lorsque, sur le fondement de cette présomption, la loi dénie l'action en justice. « C'est bien notre cas, dit M. Tissier (1) ; par suite de la présomption que la dette a été payée, la loi dénie au créancier l'action en justice ; car c'est bien, en réalité, lui dénier l'action que d'accorder au débiteur une exception péremptoire pour repousser cette action ».

(1) Baudry-Tissier, n° 749. — Laurent, XXXII, n° 518. — Aubry et Rau, VIII, p. 447. — Troplong, II, n° 995. — Guillouard, n° 787. Sic : Cassation, 29 novembre 1837. S. 38, 1, 431. 26 janvier 1881. S. 81, 1, 112. D. 82, 1, 59. 4 novembre 1891. S. 91, 1, 519 ; D. 92, 1, 316.

D'ailleurs, la préférence donnée par la loi s'explique encore parce qu'il est un moyen d'instruction rapide et peu compliqué; tous les autres modes, au contraire, entraînent des lenteurs et occasionnent des frais peu en rapport avec l'importance des créances atteintes par les prescriptions des articles 2.271 à 2.273.

Enfin, à l'argument tiré de ce que l'ordonnance de 1673 mentionnait, à côté du serment, l'interrogatoire sur faits et articles, on peut répondre que les rédacteurs ont retranché du texte l'interrogatoire et ont voulu, par conséquent, rejeter les autres preuves que celle du serment.

La jurisprudence est dans ce sens, et, par application de ces principes, n'admet pas l'interrogatoire sur faits et articles (1); mais, toutefois, elle admet que l'aveu du débiteur rend également la prescription non recevable (2), et, généralisant, elle décide même que tout aveu de non paiement, qu'il soit exprès ou tacite, empêche le débiteur d'opposer la prescription.

C'est ainsi qu'on a jugé que la prescription est inapplicable au cas où celui qui l'invoque reconnaît expressément ou implicitement n'avoir pas payé la

(1) Lyon, 1836. S. 36, 2, 554.

(2) Cass., 31 janvier 1872. S. 72, 1, 72.

somme réclamée (1) ; ou, s'il commence par nier sa dette en déclarant qu'il n'a jamais été débiteur, puisqu'il fait ainsi un aveu tacite de non paiement ; ou s'il a commencé par invoquer une remise de dette ou une compensation (2).

La jurisprudence admet donc, à côté du serment, l'aveu de non paiement pour combattre la prescription, mais elle entend par là, seulement l'aveu volontaire, spontané du débiteur. Elle se refuse à aller plus loin et n'entend pas l'aveu au sens large du mot, de sorte que, à défaut d'aveu spontané, volontaire, le créancier n'est pas admis à provoquer cet aveu, en demandant l'interrogatoire sur faits et articles ou la comparution des parties.

Mais la jurisprudence s'écarte de l'article 2.275 et on peut se demander si elle est bien conforme au droit et, tout au moins, logique dans sa solution. « Il est certain, dit Laurent, à propos d'un arrêt de 1872 qui décidait que l'aveu du débiteur le rend mal fondé à opposer la prescription, que, si l'on admet une preuve autre que le serment, il n'y a plus de motifs de s'arrêter à l'aveu. Il y aurait contradiction à ad-

(1) Cass., 16 juillet 1906. D. 1906, 1, 366.

(2) Cass., 20 novembre 1889. S. 90, 1, 8 ; D. 90, 1, 60. Cass., 25 février 1863. S. 63, 1, 242. Cass., 31 octobre 1894 S. 95, 1, 29.

mettre l'aveu et à rejeter l'interrogatoire. Il y a lutte entre le droit strict et l'équité ; à notre avis, le juge ne peut pas écouter l'équité quand le droit a prononcé (1). »

Si, au point de vue du droit strict, la solution de la jurisprudence est critiquable, elle s'explique cependant et se justifie au point de vue rationnel. En effet, il eut été peu logique de permettre à un débiteur, qui a avoué n'avoir pas payé ce qu'il devait, d'invoquer un moyen, fondé précisément sur la présomption que le paiement a eu lieu (2).

(1) Laurent, XXXII, n° 320.

(2) Baudry-Tissier, n° 750.

DE LA PRESCRIPTION DE CINQ ANS

Le Code civil édicte plusieurs prescriptions importantes qui s'accomplissent par un délai de cinq ans.

Nous avons vu déjà celle de l'article 2.273, alinéa 2, et nous allons étudier les deux prescriptions des articles 2.276, alinéa 2, et 2.277 du Code civil.

Mentionnons encore une prescription de cinq ans du Code civil : celle de l'article 886 qui établit en matière de garantie de partage une prescription quinquennale au cas d'insolvabilité du débiteur d'une rente.

Mais avant d'entreprendre l'étude des articles 2.276 et 2.277 nous allons rappeler les diverses prescriptions du même genre que l'on rencontre en dehors du Code civil.

Le Code de commerce établit plusieurs prescriptions de cinq ans : celle des actions contre les associés dans les sociétés commerciales (art. 64, C. c.) ; celle relative aux lettres de change et billets à ordre sous-

crits par des commerçants (art. 189, C. c.) ; enfin, celle des actions qui dérivent d'un contrat à la grosse ou d'une assurance maritime (art. 432, C. c.).

Diverses lois spéciales ont aussi édicté des prescriptions de 5 ans :

La loi du 18 juillet 1889 (art. 12) pour les créances nées d'un bail à métairie ou colonage partiaire ; celle du 24 décembre 1897 (art. 1^{er}), pour l'action des notaires en paiement de leurs frais et salaires pour les actes de leur ministère : celle du 29 janvier 1831 (art. 3), pour les engagements de l'Etat ; celle du 26 juillet 1893 (art. 21) pour l'action du Trésor en recouvrement de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières ; enfin, celle du 9 juin 1853 (art. 2), pour les demandes de pension.

Prescription de l'article 2.276 alinéa 1^{er}.

L'article 2.276, dans son alinéa 1, déclare que : « Les juges et avoués sont déchargés des pièces, cinq ans après le jugement des procès ».

Si le législateur a édicté dans cette hypothèse un délai aussi bref, c'est que les pièces, qui ont été remises soit aux juges, soit aux avoués, pour l'utilité de

la procédure, leur deviennent sans aucune utilité une fois le jugement rendu et qu'il est à présumer qu'elles ont été rapidement rendues à leur propriétaire.

D'ailleurs, s'il était prouvé que ces pièces soient encore entre leurs mains, ils ne pourraient pas, au moyen de la prescription, en éviter la restitution ; car, détenteurs précaires, ils ne peuvent jamais en prescrire la propriété. L'article 2.276 éteint donc, après cinq ans, l'action en responsabilité encourue par le juge ou l'avoué du fait de la perte ou de la destruction des pièces.

La disposition de l'article 2.276 qui est exceptionnelle doit être interprétée strictement, aussi doit-on décider qu'en ce qui concerne les affaires non terminées, le juge ou l'avoué ne pourrait pas invoquer la prescription quinquennale et resterait soumis au droit commun. Pour la même raison, les avocats greffiers ou notaires, qui ne sont pas expressément prévus par le texte, restent soumis, quant à la restitution des pièces qu'on leur confie, à la prescription de trente ans.

Prescription de l'article 2.277.

Origine.

L'article 2.277 établit une prescription célèbre : celle de cinq ans pour les intérêts, arrérages, loyers et, d'une façon générale, pour tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts.

« Les arrérages de rentes perpétuelles et viagères ; — ceux des pensions alimentaires ; — les loyers des maisons, et le prix de ferme des biens ruraux ; — les intérêts des sommes prêtées et, généralement, tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts ; — se prescrivent par cinq ans. » (art. 2.277).

C'est là une disposition très importante à raison de ses applications pratiques considérables. Elle a soulevé dans la doctrine des controverses nombreuses.

Nous en trouvons l'origine dans les ordonnances royales et elle paraît avoir été établie par une ordonnance de Louis XII, de juin 1510, mais qui l'appliquait seulement aux arrérages des rentes constituées. C'était là, d'ailleurs, le seul placement d'argent permis à

cette époque ; le prêt à intérêt était prohibé et considéré comme usure.

Le préambule de cette ordonnance nous explique les motifs qui ont fait instituer cette prescription, et nous expose les inconvénients auxquels elle a pour but de remédier :

« La plupart de nos sujets, au temps présent, usent d'achats et ventes de rentes, que les anciens appellent rentes à prix d'argent, les autres rentes volantes, pensions, hypothèques ou rentes à rachat, selon la diversité des lieux et pays où se font iceux ; plusieurs sont mis à pauvreté et destruction pour les grands arrérages que les acheteurs laissent courir sur eux, qui montent souvent plus que le capital pour le paiement desquels faut vendre et distraire tous leurs biens et tombent eux et leurs enfants en mendicité et misère... (1) »

L'ordonnance de janvier 1629 (2) étendit cette prescription aux loyers et fermages, mais seulement à l'expiration du bail ; le décret du 20 août 1792 l'appliqua aux rentes foncières, et celui du 24 août 1793, aux rentes foncières dues par l'Etat.

(1) Jourdan-Decrusy, *Recueil des anciennes lois françaises*, XI, p. 602.

(2) Jourdan-Decrusy, *Recueil des anciennes lois*, XVII, p. 267.

La prescription quinquennale n'existait donc à cette époque que pour un petit nombre de revenus et l'on sentait la nécessité de l'étendre à tous. Pourquoi, en effet, les rentes viagères ne seraient-elles pas soumises au même régime que les rentes perpétuelles et la ruine du débiteur ne serait-elle pas encore plus rapide si la prescription ne s'étendait pas aux rentes viagères ? (1)

Il y avait là un progrès à réaliser et c'est ce que fit le Code civil en étendant, dans l'article 2.277, le principe de l'ordonnance de 1510 à toutes les rentes perpétuelles ou viagères et en général « à tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts ».

Fondement de la prescription de l'article 2277.

La prescription de l'article 2.277 se rapproche de celle de l'article 2.262, en ce que elle repose, elle aussi, sur des motifs d'ordre public.

« Cette prescription, dit Bigot-Préameneu dans l'*Exposé des motifs* (2), n'est pas seulement fondée

(1) Bigot-Préameneu, *Exposé des motifs*, Feuet, XV, p. 599.

(2) Feuet, XV, p. 598.

sur la présomption de paiement, mais plus encore sur une considération d'ordre public, énoncée dans l'ordonnance faite par Louis XII en 1510 : on a voulu empêcher que ces débiteurs ne fussent réduits à la pauvreté par des arrérages accumulés ».

La prescription de cinq ans a donc été organisée, surtout dans le but d'éviter que le débiteur ne soit forcé, par la négligence du créancier, d'entamer son capital pour solder d'un seul coup plusieurs annuités, qu'il aurait pu normalement payer avec ses revenus, si on lui avait réclamé au fur et à mesure qu'elles venaient à échéance.

Empêcher la ruine du créancier, tel est le motif principal de la loi et si la prescription de l'article 2.277 est encore destinée à éviter au débiteur, qui s'est libéré, l'obligation de payer plusieurs fois, ce n'est là qu'un motif secondaire. Elle diffère donc essentiellement des prescriptions de courte durée des articles 2.271 à 2.273 qui, nous l'avons vu, sont fondées exclusivement sur une présomption de paiement (1).

Nous allons examiner quelles conséquences résultent du but et des motifs que nous venons d'exposer.

Une première conséquence est que la prescription de l'article 2.277 s'applique, non seulement dans l'hypo-

(1) Baudry-Tissier, *De la Prescription*, n° 768. Labbé, note Sirey, 70, 2, 221.

thèse où le prescrivait soutient avoir payé, mais même dans celle où il serait prouvé qu'il n'a pas acquitté sa dette (1). C'était déjà la solution admise sous l'empire de l'ordonnance de 1510 et on allait même jusqu'à décider, pour le cas où le prescrivait avouerait n'avoir pas payé les intérêts, « qu'il ne laisserait pas de se servir de la décharge introduite par un droit public et pour le repos des familles » (2). Il n'en est ainsi, d'ailleurs, que si le débiteur n'a pas renoncé au droit d'opposer la prescription, en promettant ou en offrant de payer les intérêts (3).

De ce que la prescription quinquennale repose sur des motifs d'ordre public, la Cour de cassation a encore conclu que le serment, par lequel le créancier affirme n'avoir rien reçu de son débiteur, ne saurait avoir effet contre l'exception de prescription et que l'article 2.277 doit recevoir son application (4). Nous avons vu, en effet, que l'article 2.275 s'appliquait uniquement aux prescriptions des articles 2.271 à 2.273.

Comme celle de trente ans, la prescription de l'ar-

(1) Cassation, 24 mai 1892. S. 32, 1, 439. 12 mars 1833. S. 33, 1, 299. 4 mars 1878. S. 78, 1, 469. D. 78, 1, 168. 11 décembre 1883. S. 84, 1, 335. D. 85, 1, 30.

(2) Henrys, *Œuvres*, II, I. IV, ch. vi. Quest. 74.

(3) 5 août 1878. S. 79, 1, 301. ; D. 79, 1, 71. Bordeaux, 9 avril 1896. P. 99, 2, 191.

(4) Cassation, 13 juin 1881. S. 84, 1, 22 ; P. 84, 1, 34.

ticile 2.277 peut être opposée en tout état de cause, même en appel ; toutefois, il ne faudrait pas que le débiteur y ait renoncé, car il est toujours possible de renoncer à se prévaloir d'une prescription acquise (1).

La prescription de l'article 2.277 se trouve donc être soumise à la plupart des règles de droit commun, mais il ne faudrait pas, selon la remarque de M. Tissier (2), la soumettre à des règles plus rigoureuses que celles de la prescription de trente ans, en exagérant son caractère d'ordre public.

Elle ne pourrait pas, par exemple, être suppléée d'office par le juge, ou invoquée pour la première fois devant la Cour de cassation (3). Cependant, un jugement du tribunal de Wissembourg (4) a admis une opinion contraire et décidé que le juge peut suppléer d'office la prescription de cinq ans, si le débiteur ne l'oppose pas. Dans l'espèce, le débiteur avait fait défaut. A l'appui de sa solution, le tribunal invoquait deux motifs : le premier : que la prescription de l'ar-

(1) Caen, 4 mars 1878. S. 78, 1, 469 ; D. 78, 1, 168.

(2) Baudry-Tissier, n° 772.

(3) Cassation, 25 février 1891. S. 97, 1, 268 ; D. 91, 5, 406.
29 décembre 1899, S. 1900, 1, 413. 20 juin 1881. S. 84, 1, 30.
Saint-Etienne, 4 mai 1894. D. 95, 2, 244. Baudry-Tissier,
loc. cit. Labbé, note sous jugement. Wissembourg, 16 mars
1870. S. 70, 2, 221.

(4) Wissembourg, précité.

ticle 2.277 est une mesure d'ordre public, le second : que le débiteur faisant défaut, le créancier ne justifiait pas que celui-ci ait renoncé à opposer la prescription quinquennale.

Cette décision est restée isolée et c'est avec raison que son système a été repoussé. En effet, aux arguments du tribunal de Wissembourg, on peut répondre que, sans doute, la prescription de l'article 2.277 est basée sur une considération d'ordre public, mais que la prescription de trente ans est, elle aussi, basée sur l'intérêt public, et qu'on ne voit pas pour quelle raison le juge aurait dans un cas le pouvoir de suppléer d'office la prescription, alors qu'il ne l'aurait pas dans l'autre. Et quant au motif tiré de cette circonstance que le débiteur fait défaut, il est sans portée, car, ainsi que le fait observer M. Labbé (1), la condamnation par défaut ne doit pas être dirigée par d'autres règles de droit que la condamnation contradictoire ; il ne saurait y avoir une justice pour les débiteurs qui répondent à l'assignation, une justice différente pour ceux qui ne comparaissent pas.

(1) Labbé, *loc. cit.*

**Des créances auxquelles s'applique
l'article 2.277.**

Aux termes de l'article 2.277, la prescription quinquennale s'applique aux arrérages de rentes et de pensions alimentaires, aux loyers, aux fermages, aux intérêts des sommes prêtées et « généralement à tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts ».

Il y a donc une règle générale dont les exemples de l'article 2.277 ne sont que des applications. Mais la règle est mal formulée. Si l'on s'en tenait à la lettre de la loi, on devrait en faire application à des cas que le législateur n'a certainement pas voulu prévoir et, d'autre part, laisser, contre toute logique, certaines hypothèses en dehors de son application. A défaut de texte, c'est à l'esprit de la loi qu'il faut s'en référer ; or, l'intention du législateur est certaine : « La crainte de la ruine des débiteurs, étant admise comme un motif d'abrégier le temps ordinaire de la prescription, dit Bigot-Préameneu (1), on ne doit en excepter aucun des cas auxquels ce motif s'applique ». D'ailleurs,

(1) Bigot-Préameneu, *Fœuet*, XV, p. 599.

tous les termes de l'article conduisent bien à cette idée, qu'on trouve aussi dans le préambule de l'ordonnance de 1510.

Dès lors, on peut conclure que l'article 2.277 embrasse tous les produits et revenus périodiques, susceptibles de tomber en arrérages, et qu'il y a lieu d'en faire l'application, chaque fois qu'on se trouve en présence d'une dette de prestations périodiques qui augmente sans cesse et occasionnerait la ruine du débiteur, si le créancier en réclamait le montant d'un seul coup. La jurisprudence (1) applique ce principe.

L'article 2.277 parle tout d'abord « des arrérages de rentes perpétuelles et viagères ». Ces expressions, déjà larges, prennent une étendue plus grande encore, à cause de la règle finale de l'article : « et généralement tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts ».

On doit donc déclarer prescriptibles par cinq ans et les arrérages de rentes constituées ou des rentes viagères et ceux des rentes foncières (2). Toutefois, la prescription quinquennale s'applique seulement aux arrérages ; la rente elle-même, c'est-à-dire le droit de

(1) Douai, 4 janvier 1854. D. 54, 2, 136 ; S. 54, 2, 542.

(2) Lyon, 5 avril 1824. S. CN VII, 2, 343. Paris, 2 juillet 1825. S. CN VII, 2, 106.

réclamer le paiement des arrérages, n'est prescriptible que par trente ans (1).

En second lieu, se prescrivent encore par cinq ans, les arrérages de pensions alimentaires. Il convient aussi de l'appliquer aux pensions servies aux hospices pour l'entretien de leurs pensionnaires, puisque, la somme servie par la commune est une pension alimentaire et que ces frais d'entretien, se liquidant soit par année, soit par trimestre, tombent dans les termes de la disposition finale de l'article 2.277. Puisque l'Etat est placé sur la même ligne que tout autre débiteur, il semblerait qu'on dût aussi appliquer cette prescription aux pensions servies par lui ; cependant, une loi du 9 juin 1853 soumet à une prescription de trois années les pensions dont les arrérages n'ont point été réclamés. Sans qu'il soit besoin, comme le fait Laurent (2), d'assimiler à des pensions alimentaires les traitements des fonctionnaires, on peut les soumettre à l'application de la prescription quinquennale, puisqu'ils sont payables à des termes périodiques d'une durée inférieure à un an (3).

En troisième lieu, le texte vise dans son énuméra-

(1) Cassation, 13 mai 1823. S. CN VII, 1, 246.

(2) Laurent, XXXII, n° 441.

(3) Baudry-Tissier, n° 776. — Planiol, II, n° 639. — Guillouard, n° 679.

tion « les loyers des maisons et le prix de ferme des biens ruraux ». La raison est la même que pour les intérêts ; cette dette se paye par année ou à des intervalles plus courts. Remarquons que la loi a pris soin de spécifier les loyers des maisons ; nous avons vu, en effet, que l'alinéa 2 de l'article 2.271 soumet à une prescription de six mois les loyers de chambres d'hôtels et d'appartements garnis.

Mais que doit-on comprendre sous cette dénomination : « loyers et fermages » ? On peut dire, d'une façon générale, que la loi a entendu viser toutes les obligations qui sont imposées par le bailleur au preneur, comme prix de la jouissance.

Il arrive assez fréquemment que, d'après le bail, la contribution foncière soit à la charge du preneur, bien que ce soit le bailleur qui doive la supporter. Dans ce cas, le montant de l'impôt, venant s'incorporer dans le prix de location, rentre dans l'application de l'art. 2.277 (1). Au contraire, si c'était un tiers et non plus le preneur qui acquittait les impôts, ce paiement alors constituerait un acte de gestion d'affaires ; la créance serait prescriptible par trente ans.

La prescription quinquennale s'appliquerait de

(1) Cassation. Rejet, 18 octobre 1809. D. *Prescription*, 1066. S. CN III, 114.

même au cas de résiliation du bail par la faute du preneur, lorsque celui-ci est « tenu de juger le prix du bail pendant le temps nécessaire à la relocation » en vertu de l'article 1.760. Le loyer continue à courir à la charge du locataire pendant tout le temps qui est nécessaire, l'indemnité se confond avec le prix du bail (1). De même, les prestations en nature, bois, grains, volailles, imposées au fermier par certains propriétaires, sont soumises à cette prescription ; elles font partie des obligations dont le locataire est tenu pour prix de sa jouissance (2).

Pour fixer le point de départ de la prescription quinquennale, dans son application aux loyers et aux fermages, on doit tenir compte de l'époque du paiement. C'est ainsi que si une clause du bail, stipulant un certain nombre de termes, payables d'avance et imputables sur les deux derniers termes de jouissance, ne fixe pour ce paiement aucune date d'exigibilité et que le bailleur peut à sa volonté en réclamer l'exécution, la prescription court, non pas de l'entrée en jouissance, mais seulement de l'échéance effective des

(1) Grenoble, 6 mai 1854. D. 56, 2, 124. — Laurent, XXXII, n° 443. — Baudry-Tissier, n° 777. — Guillouard, n° 662.

(2) Baudry-Tissier, *De la Prescription*, n° 777. — Planiol, II, n° 639. *Contra* : Laurent, XXXII, n° 443, Cassation, 25 juillet 1827. D. *Prescription*, n° 1070.

termes qui devaient être payés par anticipation (1). En effet, pour que la prescription puisse courir, il faut et que la dette soit exigible et que le point de départ soit certain (2.257) ; or, ces deux conditions manquent dans l'espèce. D'autre part, il n'y a pas ici de prestations périodiques dont l'accumulation soit à craindre.

En serait-il encore de même dans l'hypothèse, qui se présente fréquemment, où on a stipulé trois mois ou six mois de loyer payables d'avance, avant l'entrée en jouissance ? On soutient que, dans ces conditions, il n'y a pas lieu de faire l'application de l'article 2.277, parce que, dit-on, son texte ne vise que les dettes payées par fraction et à des époques déterminées et que, pour les loyers et fermages, payables d'avance, il n'y a ni périodicité ni fractionnement de la dette (2). Nous pensons plutôt qu'il convient d'appliquer à cette hypothèse la prescription de cinq ans, car les deux conditions de l'article 2.257 existent ici : la dette est exigible et le point de départ est certain. Mais, à quel moment la prescription va-t-elle commencer à courir ? M. Tissier (3) estime que la prescription, pour le der-

(1) Paris, 12 avril 1886. S. 88, 2, 39 ; P. 86, 2, 301. Cassation, 1^{er} décembre 1891. S. 92, 1, 26.

(2) Aubry et Rau, t. VIII, p. 774. — Laurent, XXXII, n° 435.

(3) Baudry-Tissier, n° 778.

nier terme qui aurait pu être exigé d'avance, ne courra qu'à partir de l'échéance finale, lors de la dernière période de jouissance ; mais, nous pensons que le point de départ du délai est plutôt celui de l'entrée en jouissance des lieux loués, puisque c'est à ce moment que la créance est exigible et que le créancier est en faute de ne pas avoir réclamé son paiement.

La prescription quinquennale ne s'applique pas aux dommages-intérêts dûs par le locataire qui est resté en jouissance malgré la fin de son bail, car cette indemnité n'est pas payable à des termes périodiques ; c'est une somme capitale et nous ne sommes plus dans le texte de la loi. Elle ne s'applique pas non plus ni aux dommages-intérêts dûs pour dégradations, ni aux réparations locatives ; ces sortes de dettes sont soumises seulement à la prescription de trente ans (1). L'obligation de faire des réparations n'a aucun caractère de périodicité et ce n'est pas non plus un accessoire de la dette de loyers et fermages. Toutefois, en fait, il pourra arriver que des tribunaux rejettent la demande, soit qu'ils admettent que, par son silence, le demandeur a fait abandon tacite de sa demande ; soit encore que la preuve du bien fondé de ses pré-

(1) Orléans, 9 février 1889. S. 89, 2, 57. D. 90, 2, 221. — Baudry-Tissier, n° 779. — Guillouard, n° 660. *Contra* : Orléans, 6 mars 1885. S. 89, 2, 57. En sous-note.

tentions soit devenue impossible, parce que les moyens de contrôle ne pourront plus être utilisés.

« Les intérêts des sommes prêtées se prescrivent par cinq ans. » C'est le dernier exemple que donne l'article 2.277. Le texte ne mentionne que les intérêts des sommes prêtées, c'est-à-dire, dûs en vertu de la convention, ce qui suppose un contrat ; aussi on peut se demander s'il est applicable aux intérêts moratoires, à ceux qui sont dûs à titre de dommages et intérêts par le débiteur mis en demeure d'exécuter, intérêts qu'on appelle judiciaires, lorsqu'ils sont dûs en vertu de la demande, et légaux, quand ils sont dûs de plein droit, en vertu de la loi. Mais qu'ils soient conventionnels ou moratoires, ils sont atteints par la prescription de cinq ans ; les motifs qui ont fait établir cette prescription s'appliquent aux uns et aux autres, puisque tous courent et accroissent jour par jour et menacent de ruine le débiteur, si, par sa négligence, le créancier les laisse s'accumuler.

Cependant, on fait des objections. La prescription quinquennale, dit-on, est une exception ; il convient donc de la limiter aux termes de la loi et les intérêts moratoires, n'étant pas compris dans le texte de l'article, doivent échapper à son application. Même, il n'est pas possible de faire rentrer les intérêts moratoires dans la formule finale de l'article 2.277, car le

mot payable, qu'emploie le texte, signifiant ce qui doit être payé, convient bien aux arrérages de rentes, loyers, fermages et intérêts conventionnels qui se règlent annuellement ou à des termes périodiques plus courts, mais ne peut nullement s'appliquer aux intérêts moratoires qui ne se payent pas périodiquement et que le débiteur peut être contraint de verser au moment qu'il plaira au créancier. Enfin, on ajoute qu'il serait contraire à l'esprit de l'article 2.277, de l'appliquer aux intérêts moratoires, puisque, dans l'hypothèse où il s'agit d'intérêts judiciaires, le créancier ne peut être taxé de négligence, puisqu'il a fait des poursuites et que, d'autre part, le débiteur ne peut prétendre les ignorer, puisque le jugement le met en perpétuelle demeure.

Cette thèse est aujourd'hui abandonnée et la doctrine et la jurisprudence admettent une opinion contraire. Aux arguments que nous venons d'exposer, on peut répondre d'abord que le texte de la loi ne reflète pas d'une façon exacte la pensée du législateur et, nous avons déjà fait remarquer que la loi ne devait pas être prise à la lettre, mais qu'il fallait s'en rapporter à son esprit. Ce serait, dans l'espèce, l'invoquer contre la volonté certaine des rédacteurs du Code, que de ne pas l'appliquer aux intérêts moratoires. En effet, si la loi soumet les intérêts à une prescription excep-

tionnelle, ce n'est pas parce que celui qui les doit est dans l'obligation de les payer tous les six mois ou tous les ans ; ce n'est pas la périodicité des paiements qui constitue le danger, mais c'est l'accumulation de sommes arriérées que l'on a voulu éviter au débiteur. Or, le danger est le même, qu'il s'agisse d'intérêts moratoires ou conventionnels, puisque les uns et les autres se calculent par année et s'accroissent chaque année (1). On peut dire enfin, qu'à partir du moment où a été rendu le jugement qui condamne une personne au paiement des intérêts de sa dette, le créancier se trouve dans une situation semblable à celle de tout créancier, puisqu'il peut exiger et le capital et les intérêts, ou bien réclamer chaque année seulement les intérêts ; aussi, est-il juste que, s'il se montre négligent, sa créance soit atteinte par la prescription quinquennale.

Une question qui a encore soulevé des discussions et divisé la doctrine et la jurisprudence est celle de savoir si la prescription de cinq ans doit s'appliquer

(1) Cassation, 12 mai 1833. S. 33, 2, 299. 12 mai 1835. S. 95, 1, 251. 7 novembre 1838. S. 38, 1, 428. 29 janvier 1838. S. 38, 1, 350. Laurent, XXXII, n° 435. — Marcadé, sur 2.277, n° 4. — Colmet de Santerre, VIII, 385. — Aubry et Rau, VIII, p. 436. — Planiol, II, n° 639. — Baudry-Tissier, n° 785. — Guillouard, n° 769. *Contra* : Paris, 2 mai 1846. S. Chr. Rennes, 22 décembre 1834. S. 37, 2, 88 ; D. 36, 2, 108.

aux intérêts du prix de vente. Aux termes de l'article 1652, l'acheteur doit les intérêts du prix de la vente jusqu'au paiement du capital si : il en a été convenu ainsi lors de la vente ; si la chose vendue et livrée produit des fruits ou autres revenus ; si l'acheteur a été sommé de payer. Pour le premier cas, c'est-à-dire, si, dans le contrat, les parties ont stipulé expressément que les intérêts seraient payés par année ou à des intervalles plus rapprochés, il y a lieu certainement d'appliquer la prescription quinquennale, puisque on se trouve dans les termes du texte. Il convient même d'appliquer cette solution dans l'hypothèse où il n'est pas dit d'une façon expresse dans l'acte que les intérêts seront payables chaque année, par exemple, si on s'est borné à fixer le taux de l'intérêt, puisque la chose est sous-entendue.

La prescription de l'article 2.277 est, pensons-nous, encore applicable aux intérêts que l'article 1.652 fait courir de plein droit, notamment à ceux du prix de vente d'une chose frugifère. Pourtant, on objecte que, dans ce cas, puisque ces intérêts ne sont que la compensation des revenus (1), il n'y a pas même raison de décider et que, d'ailleurs, la loi ne les déclarant pas

(1) Paris, 7 décembre 1831. S. 32, 2, 129. Paris, 25 mai 1833. S. 33, 3, 335.

payables par année ou à des termes périodiques plus courts, ils ne rentrent pas dans la règle générale de l'article 2.277. Ces objections nous paraissent contraires au texte de la loi qui, par la généralité des termes qu'il emploie, repousse toute exception. C'est ce que décide la Cour de cassation, « attendu que la prescription des intérêts dûs pour prix de vente d'immeubles doit être réglée par l'article 2.277 du Code, dont les expressions générales ne permettent aucune exception et comprennent nécessairement dans la prescription de cinq ans les intérêts dûs pour prix de vente d'immeubles » (1). Du reste, alors même que le bien vendu est productif de fruits, les motifs de la loi ne s'en appliquent pas moins à l'acheteur, qui dépense le plus souvent les fruits qu'il recueille et pourrait se trouver ruiné par l'accumulation des intérêts que son vendeur lui réclamerait. Enfin, si la loi n'a pas expressément déclaré ces intérêts payables par année ou à des intervalles périodiques plus courts, elle l'a sous-entendu, puisque c'est par année, par semestre ou trimestre que se perçoivent les revenus d'un immeuble.

(2) Cassation, 14 juillet 1830. D. *Prescription*, 1086. Cass., 5 décembre 1827. D. *Prescription*, 1.087. Cass., 16 août 1853. D. 54, 1, 390; S. 55, 1, 575. Sic. Marcadé, 2.277, n° 4. — Laurent, XXXII, n° 449. — Aubry et Rau, 4^e éd., VIII, p. 774. — Baudry-Tissier, n° 782. — Planiol, n° 639. — Guillouard, n° 677.

Dans le dernier cas que prévoit l'article 1.652, c'est-à-dire dans celui où l'acheteur a reçu sommation de payer, il y a encore lieu de faire l'application de l'article 2.277, puisque ce sont là des intérêts moratoires, la sommation tenant lieu de demande judiciaire.

Se prescrivent encore par cinq ans : tous les intérêts dûs en vertu de la loi, c'est-à-dire ceux établis par la loi après l'apuration du compte de tutelle (art. 474) ; ceux qui sont dus dans le cas de non paiement de la dot (art. 1.440 et 1.548) ou dans celui de la non restitution de la dot (art. 1.570) ; ceux des récompenses après liquidation de la communauté (art. 1.473) : ceux des avances faites par le mandataire (art. 2.001) (1). Les motifs de la loi se retrouvent dans toutes ces hypothèses qui, du reste, rentrent dans le texte de l'article 2.277. Pour les mêmes raisons, les intérêts de la somme qu'un associé a promis d'apporter pour sa mise, se prescrivent encore par cinq ans ; mais, en est-il de même dans l'hypothèse où l'associé, qui soustrait de la caisse commune une certaine somme pour l'appliquer à son

(1) Agen, 18 mai 1830. S. Chr. Toulouse, 14 décembre 1850. S. 51, 2, 402. Cassation, 30 avril 1835. S. 35, 1, 555. 26 mars 1902. D. 1904, 1, 171. — Laurent, XXXII, n° 451. — Aubry et Rau, 4^e éd., VIII, p. 434. — Baudry-Tissier, n° 784.

profit, en doit l'intérêt de plein droit du jour où il l'a perçue (art. 1.846) ?

Si l'on admet, comme nous l'avons fait, que tous les intérêts sont soumis à la prescription quinquennale, il faut encore décider qu'ici il y a lieu de l'appliquer. C'est l'opinion de la doctrine et de la jurisprudence (1). M. Guillouard (2) est d'avis contraire, il estime qu'il ne peut s'agir dans cette hypothèse que de la prescription de trente ans, parce que, dit-il, la prescription de cinq ans n'a pas été faite pour venir en aide aux mandataires infidèles et que l'associé est débiteur d'une somme produisant des intérêts, qui s'ajoutent au capital et sont payables avec lui en une seule fois. Sans doute, on peut dire, comme Laurent, que cette solution « choque le sens moral », mais, du moment qu'on admet que la prescription quinquennale s'applique aux intérêts du prix de vente, la logique veut qu'on admette la même solution pour les intérêts dus par le mandataire.

Les exemples énumérés par l'article 2.277 sont les exemples les plus fréquents du principe qu'il pose,

(1) Rennes, 31 décembre 1867. D. 70, 2, 14. Cassation, 17 février 1869. S. 69, 1, 256 ; D. 69, 1, 143. — Laurent, XXXII, n° 455. — Aubry et Rau, VIII, p. 435. — Baudry-Tissier, n° 784.

(2) Guillouard, n° 678.

mais ce ne sont pas les seuls, et, dans tous les cas où il s'agit de prestations périodiques ou de revenus payables par année ou à des termes plus rapprochés, il y a lieu d'appliquer la prescription de cinq ans, suivant la formule générale de l'article. Il en est ainsi, notamment, de tous les salaires et traitements qui échappent aux prescriptions de six mois ou d'un an des articles 2.271 et 2.272. « Le législateur, dit à ce propos Laurent (1), a eu en vue tout ce qui constitue un revenu annuel, par conséquent le loyer annuel du travail aussi bien que le loyer d'une terre. » La solution devra donc s'appliquer aux traitements des professeurs, aux salaires des employés, commis et ouvriers à celui des nourrices et des gouvernantes (2) et aussi, puisque la pensée qui domine dans l'article est la crainte de l'accumulation d'intérêts ou d'arrérages, s'appliquer au prix stipulé payable par année, dans l'hypothèse d'un contrat de louage d'ouvrage par abonnement ayant pour objet des dépenses d'entretien (3). On peut encore faire rentrer dans la formule générale : les primes d'assurance, tout au moins celles des assurances à primes fixes. Elles forment, en effet,

(1) Laurent, XXXII, n° 456.

(2) Paris, 6 juillet 1887. S. 88, 2, 496. Baudry-Tissier, n° 706. — Guillouard, n° 686.

(3) Cassation, 2 juillet 1879. S. 80, 1, 101 ; D. 79, 1, 445.

une prestation annuelle semblable à celles que le législateur nous donne comme exemples ; le contrat d'assurance et celui de rente viagère sont tous deux des contrats aléatoires ; ce sont des prestations analogues qu'il convient d'assimiler au point de vue de la prescription (1).

La prescription quinquennale peut être invoquée par tout débiteur, même par l'Etat, et le Conseil d'Etat a appliqué l'article 2.277 aux intérêts des cautionnements des fonctionnaires et à celui des officiers ministériels ; aux arrérages des traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire (2).

Enfin, en matière de société, il y a lieu d'appliquer la prescription de cinq ans aux dividendes des actions. C'est ce que décide la jurisprudence. « Les dividendes, dit un arrêt, représentent la part d'intérêt ou de bénéfice réglée pour chaque action soit à la fin de l'année, soit à des époques plus rapprochées..., que le dividende n'est par conséquent que le produit afférent à chacune des actions composant la société ; que ces actions sont pour chaque sociétaire la représen-

(1) Bruxelles, 31 octobre 1855. — Pasicrisie, 1856, 2, 268. Laurent, n° 457. — Baudry-Tissier, n° 786.

(2) Conseil d'Etat. Avis du 24 décembre 1888, 24 mars 1809, 8-13 avril 1809. Ordonnance en Conseil d'Etat du 28 mai 1838. S. 39, 2, 125. 5 février 1841. S. 41, 2, 248.

tation de sa part dans le fonds social et que la société qui détient ce fonds est débitrice des dividendes qu'il produit envers chaque sociétaire ; que ces dividendes participent dès lors de la nature des créances énumérées dans l'article 2.277. » On peut ajouter que, sans doute à la différence des intérêts, ce dividende est variable, mais cela n'en change pas le caractère et les motifs de la règle sont les mêmes.

Des créances auxquelles l'article 2.277 ne s'applique pas.

La formule générale de l'article 2.277 suppose qu'il s'agit d'une prestation qui se fait chaque année ou à des termes juridiques plus courts. Il en résulte que la prescription quinquennale est inapplicable à une dette de capital lorsqu'il s'agit, par exemple, d'une somme fixe qui, d'après les conventions des parties, se répartirait en diverses fractions payables par année. Si l'on s'en tenait à la lettre du texte, il y aurait pourtant lieu d'appliquer cette prescription ; mais, dans l'espèce, il est certain qu'elle doit être écartée, car on ne peut pas dire que le débiteur est ruiné à son insu par l'accumulation des prestations,

puisqu'il sait ce qu'il doit au moment où il contracte et sa dette ne s'accumule pas du fait de la négligence de son créancier. D'autre part, s'il perd le bénéfice d'un paiement fractionné, il conserve du moins la jouissance des sommes que, normalement, il aurait dû payer. M. Tissier, qui admet cette solution, ne l'admet plus dans le cas où il s'agit d'annuités d'amortissement payables chaque année, pendant un très long-temps : « Il nous semble, dit-il, qu'une pareille hypothèse ne peut pas se confondre avec celle du paiement fractionné d'un capital, remboursable en un petit nombre d'années, et que l'article 2.277 lui est applicable ; son texte est assez large pour la comprendre et le motif de la loi se retrouve ici tout entier ».

Il arrive assez souvent que, dans un contrat de prêt, on stipule qu'à défaut de paiement à l'échéance de chaque année, les intérêts s'ajouteront au capital pour produire, du jour de leur exigibilité, d'autres intérêts au taux légal. C'est ce qu'on appelle une clause de capitalisation, sur la validité de laquelle il y a contestation. Mais si nous admettons qu'elle est valable, comme le fait en général la jurisprudence, la question se pose alors de savoir si ces intérêts, capitalisés d'avance, se prescrivent par cinq ans. Il nous semble que ces intérêts doivent échapper à la prescription de

l'article 2.277, car on ne se trouve dans les termes de la loi, puisque chaque annuité d'intérêts est transformée en capital par la clause de capitalisation.

C'est encore parce que la dette n'est plus une dette d'intérêts d'un caractère périodique, mais un capital que la prescription quinquennale doit être écartée dans l'hypothèse où un tiers qui a reçu des intérêts pour le compte d'un créancier est appelé à en rendre compte (1) ; ou, si les intérêts ont été payés pour le compte du débiteur ; et c'est ainsi que la prescription de cinq ans n'atteint pas la créance des intérêts payés par une caution ou par un débiteur solidaire, quant à la partie des intérêts payée par lui qui excède sa part dans la dette, et pour laquelle il a recours contre ces co-débiteurs (2).

En matière d'usufruit, dans le cas où l'usufruitier a négligé de réclamer les intérêts des capitaux restés entre les mains du propriétaire, la Cour de cassation (3) décide que cet usufruitier peut réclamer les intérêts pendant trente ans, attendu, dit-elle, que l'usufruit ne s'éteint, aux termes de l'article 617, que par le non

(1) Metz, 17 août 1858. D. 59, 2, 130. S. 59, 2, 49.

(2) Cassation, 1840. S. 40, 2, 528. 23 avril 1888. S. 89, 1, 25. 6 décembre 1898. S. 1900, 1, 463.

(3) Cassation, 9 janvier 1867. S. 67, 1, 59 ; D. 67, 1, 101.
Contra : Nîmes, 24 mars 1890. S. 90, 2, 80.

usage pendant trente ans. Nous pensons avec M. Tissier (1), qui critique cette solution, qu'il y a, dans cet arrêt, confusion entre la perte du droit du réclamer les intérêts et la perte du droit d'usufruit ; l'usufruitier n'exerce pas un droit réel, mais une action personnelle en remboursement et, au bout de cinq ans, l'usufruitier n'aura pas perdu son droit d'usufruit, mais celui de réclamer les intérêts. D'autre part, comme le fait remarquer un arrêt (2) avec juste raison, le but de la loi serait manqué si la négligence du créancier pouvait entraîner la ruine du débiteur par une accumulation des intérêts.

La prescription de l'article 2.277 ne peut s'appliquer au cas de restitution de fruits par le possesseur de mauvaise foi. En effet, aux termes de l'article 549, le simple possesseur ne fait les fruits siens que dans le cas où il possède de bonne foi. Dans le cas contraire, il est tenu de rendre les produits avec la chose au propriétaire revendiquant et, comme il s'agit de restitutions à faire, on ne se trouve plus dans les termes de la loi ; la prescription de droit commun est seule applicable. La prescription quinquennale n'atteint pas non plus les intérêts dus par celui qui a reçu

(1) Baudry-Tissier, n° 792. *Contra* : Laurent, XXXII, n° 467. — Leroux de Bretagne, II, p. 31, note 2.

(2) Nîmes, 24 mars 1890, précité.

une somme pour un emploi déterminé, et qui l'a détournée de sa destination (1) ; ni ceux qui sont dus par le cédant d'un office ministériel qui, ayant touché pour prix de la cession une somme supérieure à celle déclarée à la chancellerie, doit la restituer avec les intérêts, à compter du jour où il l'a reçue (2).

La règle, en vertu de laquelle la prescription se trouve suspendue jusqu'à l'arrivée de la condition ou l'échéance du terme, s'applique aux créances d'intérêts et d'arrérages comme à celles de capital et c'est une condition nécessaire pour que l'article 2.277 atteigne la créance d'intérêts, que le capital de la dette soit déterminé. En effet, s'il y a un compte à faire pour le capital entre les parties, le créancier ignore quel est le chiffre des intérêts qui lui sont dus, il ne peut pas agir pour en réclamer le paiement ; la prescription de trente ans lui sera seule opposable. Ce n'est qu'après liquidation de la dette qu'il aura un titre distinct pour réclamer les intérêts et, par suite, la prescription quinquennale les atteindra à partir de ce moment. La jurisprudence nous fournit des exemples nombreux de cette idée. On a jugé, que les intérêts

(1) Cassation, 21 juillet 1830. D. 30, 4, 377. Riom, 28 janvier 1895. Loi du 26 avril 1895.

(2) Angers, 19 décembre 1853. D. 54, 2, 149. Cassation 28, mai 1856. S. 56, 1, 587.

des sommes dues par une société à l'un de ses membres, ne sont pas prescriptibles par cinq ans, tant que le chiffre de ces sommes n'est pas déterminé (1). On décide encore que cette prescription ne peut être opposée aux intérêts des sommes portées dans un compte courant, tant qu'il n'y a pas clôture du compte. Le créancier, dit la Cour de cassation (2), ne peut séparer la fourniture des intérêts de celle du capital, et le sort des uns reste lié au sort de l'autre, jusqu'à ce que le chiffre de chacun d'eux soit nettement distingué par un arrêté de compte amiable ou judiciaire ». Même solution pour les intérêts du reliquat de compte de tutelle dû au pupille par son tuteur. Tant que le compte n'est pas apuré, la prescription ne peut courir, puisque le pupille ne peut exiger des intérêts dont il ignore le montant (3).

Par application du même principe, la prescription de cinq ans n'atteint pas les intérêts dus en vertu de l'article 1473 : les récompenses dues par les époux à la communauté et, inversement, celles qui sont dues par la communauté aux époux, emportent intérêts de

(1) Cass., 19 décembre 1871. S. 72, 1, 211 ; D. 71, 1, 300.

(2) Cass., 11 mars 1896. D. 97, 1, 405. Cass., 12 décembre, 1838. S. 39, 1, 528. Rennes, 24 mai 1898. D. 99, 2, 34.

(3) Nancy, 19 mars 1830. S. CN IX, 2, 416. Cassation, 30 avril 1835. S. 35, 1, 555. Paris, 31 mars 1876. S. 78, 2, 9. Grenoble, 6 août 1901. S. 1903, 2, 106 ; D. 02, 2, 469.

plein droit, du jour de la dissolution de la communauté, et la prescription quinquennale ne peut être opposée à ces intérêts, qu'après la liquidation de la communauté (1).

On décide encore, en vertu de la même idée, que la créance à raison des comptes à intervenir entre mandant ou mandataire ou entre celui dont l'affaire a été gérée et gérant d'affaires, ne sera atteinte par la prescription de cinq ans, qu'après règlement du compte (1). Cependant, il nous semble que des restrictions doivent être apportées à ces principes sur l'application de la prescription au mandat.

La jurisprudence avait tout d'abord rejeté, aussi bien pour le mandataire que pour le mandant, l'application de la prescription de l'article 2.277 ; mais, en 1871, un arrêt de la Cour d'Amiens vint apporter une restriction à cette thèse. Il s'agissait, dans l'espèce, d'un notaire qui avait fait pour son client l'avance des frais de mutation. La Cour considéra que les intérêts, dûs de ce chef, étaient par avance reconnus par le débiteur, c'est-à-dire par le mandant, et que le créancier, c'est-à-dire le mandataire, avait une

(1) Laurent, XXXII, n° 454.

(2) Cassation, 7 mai 1845. S. 45, 1, 644. D. 45, 1, 305. 7 mars 1887. S. 90, 1, 295 ; D. 87, 1, 403. 18 février 1836. S. 36, 1, 940. 7 novembre 1864. S. 65, 1, 74. D. 65, 1, 165.

créance indépendante du compte final, dont il en pouvait réclamer les intérêts au fur et à mesure de leur échéance, et qu'il y avait lieu d'appliquer la prescription de cinq ans (1). Cependant il ne faudrait pas conclure des termes de cet arrêt que la Cour ait voulu dire qu'il doit en être ainsi dans tous les cas où des avances ont été faites par un mandataire ; elle a voulu dire, que la prescription de cinq ans ne s'applique que si l'avance, connue du mandant et approuvée par lui, se détache du compte à intervenir et peut être réclamée immédiatement. Ce n'est là, d'ailleurs, qu'une application des idées générales que le législateur a entendu sanctionner, c'est-à-dire que, chaque fois qu'un créancier a droit à des prestations périodiques qui proviennent d'une obligation principale et que la quotité de ce qui lui est dû peut être déterminée sans qu'il soit besoin d'attendre la liquidation du compte, il est en faute de ne pas réclamer ce qu'on lui doit ; sa négligence le soumet à l'application de l'article 2.277.

Nous avons vu qu'il était nécessaire, pour que la prescription quinquennale trouve son application, que

(1) Amiens, 14 juin 1871. S. 71, 2, 247. Rennes, 12 février 1880. S. 81, 2, 53. — Saleilles, note sous Dijon, 27 novembre 1893. Jurisprudence de la Cour de Dijon, 1894, p. 37. — Laurent, XXXII, n° 453. — Baudry-Tissier, n° 794.

le capital productif d'intérêts soit déterminé ; il faut, de plus, la périodicité de ces intérêts. Mais la jurisprudence a parfois admis qu'une troisième condition était nécessaire et décidé qu'il fallait que les prestations, même périodiques, ne soient pas susceptibles de varier quant à leur quotité.

Cette idée que les redevances doivent être fixes a été appliquée par la Cour de Cassation en matière d'assurances.

Nous avons vu que l'on reconnaissait que les primes d'assurances des compagnies à prime fixe sont soumises à la prescription quinquennale mais, quant aux primes des compagnies d'assurance mutuelles, la jurisprudence se refuse à leur appliquer l'article 2.277, pour ce motif que la part contributive de chaque associé dans la répartition des accidents est essentiellement variable, éventuelle et indéterminée, puisqu'elle dépend du nombre et de l'importance des propriétés assurées par la société, ainsi que du nombre et de l'étendue des sinistres éprouvés dans l'année, lesquels sont incertains quant à leur époque, leur quotité et même leur existence (1).

Pour les mêmes raisons, elle a écarté la prescrip-

(1) Cassation, 8 février 1843. S. 43, 1, 264. Cass., 17 mars 1856. S. 56, 1, 514 ; D. 56, 1, 99. 1^{er} février 1882. S. 82, 1, 194. — Laurent, XXXII, n° 470.

tion de cinq ans en matière de redevances tréfoncières dues par le concessionnaire de la mine au propriétaire du fonds, lorsque, il a été convenu que cette somme sera proportionnelle au rapport de la mine.

Nous croyons plutôt que l'article 2.277 exige seulement deux conditions : la périodicité des intérêts et la détermination du capital. La fixité de ces intérêts n'est pas nécessaire. Le texte ne l'exige pas et les motifs de la loi se retrouvent dans un cas comme dans l'autre ; qu'ils soient variables ou qu'ils soient fixes, leur accumulation sera aussi funeste au débiteur. C'est d'ailleurs ce que décide la jurisprudence dans une hypothèse où les prestations annuelles ont bien un caractère d'éventualité : celle où il s'agit des dividendes à payer aux actionnaires par les sociétés de commerce.

La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour appliquer les mêmes principes aux liquidations des sociétés, des communautés et des successions. Ce n'est qu'après le partage, alors que les règlements de compte sont terminés, que les intérêts sont atteints par la prescription de cinq ans ; jusque-là, ils sont soumis à celle de trente ans (1). D'ailleurs, « ces intérêts, ajoute Lau-

(1) Cassation, 26 juin 1839. S. 39, 1, 555. Bordeaux, 21 mars 1856. S. 57, 2, 173. Dijon, 27 novembre 1893. S. 95, 2, 249. — Marcadé, sur 2.277, n° 5. — Baudry-Tissier, *De*

rent (1), ne sont pas dus à titre de revenu périodique par un débiteur à son créancier, ils sont dus à l'hérédité, par application du principe que les fruits et intérêts accroissent la masse héréditaire ».

Voyons enfin une dernière hypothèse : celle où un des cohéritiers a joui seul d'un bien de l'hérédité. Ce cohéritier est-il soumis quant à la restitution des fruits perçus par lui à la prescription quinquennale ?

Divers cas peuvent se présenter pour lesquels il y a lieu de donner des solutions différentes.

Tout d'abord, il faut écarter celui où il s'agirait d'une hérédité aux mains d'un possesseur sans titre. Ce possesseur ne peut pas plus que le possesseur de mauvaise foi opposer la prescription de cinq ans et on s'accorde à en repousser l'application dans cette hypothèse, parce que l'action en restitution des fruits ne peut être que l'accessoire de l'action en revendication et que, par suite, on ne peut reprocher au propriétaire véritable de n'avoir point fait valoir ses droits, puisqu'il était dans l'impossibilité de le faire (2).

Un deuxième cas qui se présente est celui où il

la Prescription, n° 597. *Contra* : Bastia, 5 novembre 1844. S. 46, 2, 35.

(1) Laurent, XXXII, n° 466.

(2) Cass., 13 décembre 1830. S. 31, 1, 24. — Vazeilles, II, T. *Des Prescriptions*, I, n° 371. — Saleilles, *Jurisprudence de la Cour de Dijon*, p. 38. — Baudry-Tissier, n° 798.

s'agit de la détention, aux mains d'un des héritiers, d'un capital qui doit faire retour à la masse héréditaire : Un héritier, par exemple, doit rapporter à la masse une certaine somme dont il était débiteur envers le défunt. Il en doit les intérêts du jour de l'ouverture de la succession (art. 856). Il est donc débiteur envers la succession d'une dette périodique ; mais la jurisprudence a cependant repoussé l'application de l'article 2.277, et c'est avec raison, car les fruits et intérêts perçus ne sont pas des prestations périodiques dans les rapports de l'héritier débiteur avec les autres héritiers : ce sont des éléments du partage ; on ne peut les en détacher pour les traiter à part et c'est par la même prescription que celle de l'action en partage que la créance d'intérêts doit s'éteindre (1).

Outre ces deux hypothèses : celle où le possesseur est de mauvaise foi et celle où le rapport à succession fait partie intégrante des opérations du partage, hypothèses que la prescription quinquennale n'atteint pas, nous en rencontrons une troisième : celle où un des héritiers administre des biens indivis pour le compte de ses cohéritiers et où, cette fois, la prescrip-

(1) Paris, 24 novembre 1838. S. 38, 2, 480. 26 juin 1839. S. 39, 1, 555. — Aubry et Rau, VIII, p. 774, note 30. — Sa-
leilles, Jurisprudence de la Cour de Dijon, p. 35.

tion de l'article 2.277 trouve son application (1). En effet, nous sommes alors en présence d'une question de mandat, appliquée à un bien dépendant d'une masse héréditaire, et les principes généraux, que nous avons vus plus haut, doivent recevoir leur application. S'il s'agit d'un mandataire, qui doit rendre compte des fruits et des intérêts perçus par lui à ses cohéritiers, qui ont tacitement laissé s'établir un état de choses qu'ils se réservent de régler au moment du compte général, les sommes, dont le cohéritier mandataire se trouve débiteur, font partie de ce compte et le paiement peut en être réclamé pendant trente ans. Mais, il peut arriver que les cohéritiers ont, par un accord formel, ou même par une entente tacite, confié à un des leurs une jouissance régulière pour le compte de tous. Cette jouissance implique l'idée de répartition périodique des bénéfices réalisés ; il y a ici pour chacun des héritiers une créance ayant pour objet le droit aux revenus de chaque année, créance distincte de la créance en reddition de comptes ; l'article 2.277 doit recevoir son application (2).

(1) Dijon, 27 novembre 1893. Jurisprudence de la Cour de Dijon, 1894, p. 26.

(2) Amiens, 26 juin 1826. S. 1825-1827, 2, 248. Bastia, 5 novembre 1844. S. 46, 2, 35 ; D. 45, 2, 6. — Saleilles, Jurisprudence de la Cour de Dijon, p. 45. — Baudry-Tissier, n° 798.

Du calcul du délai, de l'interruption et de la suspension de la prescription de l'article 2.277.

L'article 2.277 n'indique pas quel est le point de départ du délai de cinq années qu'il édicte, mais la doctrine et la jurisprudence admettent, en général, que les années se comptent jour par jour, à dater de la demande et non pas du jour de la dernière échéance. Le débiteur peut donc opposer la prescription pour toutes les prestations qui correspondent aux cinq dernières années, comptées à partir de la demande formée par le créancier, et il en sera ainsi, non seulement s'il s'agit d'intérêts ou d'arrérages qui continuent à courir jusqu'à l'instance introduite par le créancier, mais alors même que les intérêts ont cessé d'être dus, par exemple, dans le cas d'extinction d'une rente viagère avant l'introduction de l'instance (1); on peut opposer la prescription quinquennale à la de-

(1) Bordeaux, 21 février 1838. S. 38, 2, 255. Cassation, 5 février 1868, 1, 173. D. 68, 1, 58. Cassation, 4 mars 1878. S. 78, 1, 469; D. 78, 1, 168. — Vazeilles, *Prescription*, II, n° 611, — Marcadé, sur 2.277, n° 4. — Laurent, XXXII, n° 475. — Baudry, n° 799. — Guillouard, n° 689.

mande en paiement des arrérages échus avant le décès du titulaire de la rente.

Les articles 2.242 et suivants, qui énumèrent les principes de l'interruption et de la suspension de la prescription, constituent des règles applicables à toutes les prescriptions, à moins d'un texte qui y apporte exception ; or, l'article 2.277 n'en apportant pas, on peut poser en principe que la prescription quinquennale est interrompue ou suspendue de la même manière que la prescription en général.

L'article 2.278 édicte toutefois une restriction qui est commune à toutes les prescriptions de la section IV du chapitre V du titre de la prescription : « ces prescriptions courent contre les mineurs et les interdits sauf leur recours contre leurs tuteurs ». Nous étudierons cette disposition en traitant des caractères généraux des prescriptions de courte durée.

En ce qui concerne l'interruption, la prescription de cinq ans est interrompue par les poursuites judiciaires intentées par le créancier (1), ou par la reconnaissance du débiteur, s'il la notifie aux créanciers inscrits (2). Au contraire, elle ne le serait pas

(1) Riom, 30 avril 1889. D. 90, 2, 166.

(2) Nîmes, 25 mai 1857. S. 57, 2, 609.

par l'inscription hypothécaire, prise par un créancier, ou par des poursuites déclarées nulles (1).

A l'inverse de ce qui arrive pour les prescriptions des articles 2.271 à 2.273, lorsque la prescription de l'article 2.277 est interrompue et que la cause de l'interruption vient à cesser, la prescription qui recommence à courir est celle de cinq ans.

Cependant, il y aurait lieu d'appliquer celle de trente ans s'il se produisait, de la part des débiteurs, certains faits emportant non seulement interruption mais novation dans la dette, tel, par exemple, le cas où un débiteur de plusieurs années d'intérêts ne se borne pas à reconnaître sa dette, mais ajoute, qu'à l'avenir, il devra à titre nouveau une seule somme représentant le total des intérêts ou arrérages échus (2).

On objecte, pour le cas de reconnaissance de la dette par le débiteur, que c'est toujours d'intérêts qu'il s'agit, après la reconnaissance comme avant et que, par suite, c'est la prescription de cinq ans qui doit s'appliquer. On dit encore que, si la prescription

(1) Bourges, 30 avril 1827. S. CN, VIII, 2, 362. — Montpellier, 13 mai 1841. S. 41, 2, 447.

(2) Toulouse, 18 décembre 1874. S. 75, 2, 109. Cassation, 4 mai 1878. S. 78, 1, 469 ; D. 78, 1, 108. Rouen, 11 août 1890. D. 91, 5, 407 ; S. 91, 2, 10. Dijon, 12 juin 1894. D. 95, 2, 501.

quinquennale est inapplicable, c'est que le créancier rencontre un obstacle légal à l'exercice de son action, comme il arrive pour les intérêts dus aux créanciers lorsque l'un d'eux a provoqué l'ouverture d'un ordre ; le créancier se trouve dans l'impossibilité de réclamer au tiers détenteur le paiement des intérêts et la courte prescription ne l'atteindra pas (1).

Il nous semble inutile d'avoir recours à ces arguments pour expliquer l'interruption de la prescription et nous pensons, suivant la formule de M. Tissier, qu'il est plus sûr et qu'il est suffisant d'appliquer ici les règles du droit commun de l'interruption de la prescription.

En ce qui touche la suspension, on peut dire que la prescription de l'article 2.277 est soumise aux causes ordinaires de suspension, sauf, bien entendu, l'exception de l'article 2.278. Elle court contre les absents, elle ne court pas entre époux (2). Mais la jurisprudence considérant que la règle *Contra non valentem agere non currit præscriptio* est toujours en vigueur, reconnaît certaines causes de suspension non prévues par les textes et la Cour de cassation admet en règle générale que : « la prescription ne court point

(1) Baudry-Tissier, n° 802.

(2) Cassation, 19 juillet 1869. S. 69, 1, 407. Caen, 22 janvier 1874. S. 75, 2, 80. Cass. 26 mars 1902. S. 1902, 1, 328.

contre celui qui est dans l'impossibilité d'agir, par suite d'un empêchement quelconque résultant soit de la loi, soit de la convention ou de la force majeure » (1).

Il faut reconnaître que cette solution, qui paraît en contradiction absolue avec le texte de l'article 2.251 : « La prescription court contre toutes personnes, à moins qu'elles ne soient dans quelque exception établie par une loi », trouve cependant sa justification dans les textes relatifs aux causes de suspension, puisque plusieurs d'entre eux énumèrent des causes qui ont pour raison l'impossibilité légale d'agir. De plus, il est logique d'admettre que la loi, quand elle défend d'agir, suspend par là même le cours de la prescription.

Mais certains auteurs qui, en principe, n'acceptent pas que l'obstacle de faits soit, comme l'obstacle légal, une cause de suspension de la prescription, décident cependant que la prescription quinquennale étant une peine de la négligence du créancier, ne peut recevoir son application, si, en fait, le créancier ne s'est pas montré négligent. Si, par exemple, après disparition de l'obstacle de fait, il s'est mis aussitôt en

(1) Cass., 28 juin 1870. S. 71, 1, 137 ; D. 70, 1, 310. — Aubry et Rau, 5^e éd., II, n° 214. *Contra* : Baudry-Tissier, n° 803.

mesure de faire valoir ses droits, le juge serait autorisé à libérer le créancier des conséquences de la suspension de la prescription (1).

Cette dernière opinion nous paraît difficile à admettre car, si, d'une part, ce pouvoir donné au juge d'apprécier le degré de négligence laisse la porte ouverte à l'arbitraire, rien, d'autre part, dans les textes, n'autorise une semblable faculté d'appréciation (2).

Caractères généraux des prescriptions des articles 2.271 à 2.280.

Nous avons vu que les courtes prescriptions sont soumises en principe aux causes d'interruption et de suspension du droit commun. Il faut, toutefois, excepter la suspension basée sur la minorité ou l'interdiction ; elle ne s'applique pas aux prescriptions des articles 2.271 à 2.280.

« Les prescriptions dont il s'agit dans les articles de la présente section, dit l'article 2.278, courent contre les mineurs et les interdits, sauf leurs recours contre leurs tuteurs. »

(1) Laurent, XXXII, n° 474. — Aubry et Rau, 5^e éd., II, n° 214.

(2) Baudry-Tissier, n° 804.

Mais, pour quels motifs la loi, qui d'ordinaire prend soin de protéger le plus possible les incapables, fait-elle courir contre eux une prescription aussi rapide ?

Pothier (1) nous indique une première raison. C'est que les courtes prescriptions dont le but est « d'empêcher toutes vieilles recherches » constituent, plutôt que de véritables prescriptions, des présomptions légales de paiement et que ces présomptions s'appliquent aussi bien aux mineurs qu'aux majeurs.

Relativement aux prescriptions des articles 2.271 et 2.272, la disposition de l'article 2.278 s'explique assez facilement et nous en trouvons la justification dans l'exposé des motifs au corps législatif (2) : « Si un mineur, dit Bigot-Préameneu, qui s'inspire de Pothier (3), remplit quelqu'un des états pour lesquels l'action est limitée à six mois, soit à un an, soit à cinq ans, il est juste qu'il soit assujetti aux règles générales de la profession qu'il exerce ; il ne pourrait même pas l'exercer, s'il n'obtenait le paiement de ce qui lui est dû à mesure qu'il le gagne ; lorsqu'il a l'industrie pour gagner, il n'est pas moins qu'un majeur présumé avoir l'intelligence et l'activité pour se faire payer. »

(1) Pothier, *De la Prescription*, n° 206.

(2) *Fenet*, XV, p. 599.

(3) Pothier, *De la Prescription*, n° 139.

Pour la prescription quinquennale de l'article 2.277, Bigot-Préameneu ajoute un autre motif : c'est que, les créances qui font l'objet des prescriptions de courte durée étant peu importantes, le secours que l'article 2.278 réserve au mineur sera le plus souvent suffisant pour se garantir. Mais ce motif n'est pas spécial à la prescription de l'article 2.277 et, pour elle, il existe une autre raison qui nous vient de l'ancien droit et qu'indique Pothier (1). La prescription quinquennale, à l'origine, s'appliquait uniquement aux arrérages des rentes constituées, contrats considérés comme « odieux et à restreindre », et, dans un intérêt d'ordre public, on avait cherché à empêcher par une prescription abrégée l'accumulation des arrérages ; or, cette considération avait la même valeur qu'il s'agit de mineurs ou de majeurs, aussi la prescription était-elle opposable contre tous créanciers quelqu'ils soient, mineurs, interdits, églises, hôpitaux... etc.

C'est donc par l'effet de la tradition, sur un motif d'ordre public, qu'est basée la règle de l'article 2.278 relativement à la prescription de l'article 2.277 et si, au point de vue des causes de suspension, elle se trouve soumise à la même règle que les prescriptions des ar-

(1) Pothier, *Traité du Contrat de constitution de Rente*, n° 439.

articles 2.271 à 2.273, c'est par l'effet du hasard, puisque les raisons sont tout à fait différentes. D'ailleurs, nous avons vu que, relativement à ses effets, la prescription de cinq ans différait des autres prescriptions de courte durée et restait soumise aux règles du droit commun.

Pour les courtes prescriptions comme pour les autres le moyen de prescription ne peut être opposé d'office par le juge ; le principe de l'article 2.223 est absolu et n'admet aucune exception : « La défense faite au juge par cet article, dit la Cour de cassation, de suppléer d'office le moyen de la prescription est absolu et ne comporte aucune distinction entre les diverses prescriptions (1) ».

Il en est de même pour l'article 2.224, et la prescription peut être opposée en tout état de cause, même en appel pour la première fois, à condition, bien entendu, que celui qui l'invoque n'y ait pas renoncé (2).

Enfin, la mort du débiteur n'influe en rien sur les courtes prescriptions et les principes qui s'appliquent à la prescription en général, leur sont applicables de la même façon (3).

(1) Cassation, 17 mars 1897. Cass., 25 février 1891. P. 91, 1, 300. Cass., 26 février 1861. D. 61, 1, 481. — Laurent, XXXII, n° 174.

(2) Nancy, 13 février 1895. D. 95, 2, 383.

(3) 29 octobre 1810. S. CN, VIII, p. 625.

CONCLUSION

Sans vouloir aborder ici l'examen détaillé des réformes nombreuses qu'il serait nécessaire d'apporter au système français de la prescription, qu'il nous soit permis, en manière de conclusion, de formuler une observation critique sur l'ensemble des dispositions dont nous nous sommes efforcés de retracer les caractères et les effets.

Le régime actuel du Code constitue sur l'ancien état de choses un grand progrès. Cependant, il est loin d'être satisfaisant et les deux grands reproches qu'on peut lui adresser c'est qu'il est un régime suranné, ne répondant plus aux besoins de notre société moderne, et qu'il est trop compliqué.

En effet, les prescriptions instituées par le droit romain, et qui sont en grande partie celles de notre code, se justifiaient à cette époque lointaine où les guerres étaient fréquentes et les communications lentes et dif-

ficiles ; elles n'ont plus aujourd'hui la même raison d'être. En établissant la prescription, le législateur a voulu que la propriété ne soit pas trop longtemps incertaine et que les contestations ne restent pas en suspens. Les délais de prescription doivent donc être combinés pour arriver à ce but, tout en laissant aux créanciers et aux propriétaires le temps suffisant pour faire valoir leurs droits, mais pas davantage. Bien plus, si ces prescriptions très longues ne s'expliquent plus guère, elles sont une source d'inconvénients graves pour les débiteurs qui se trouvent dans la nécessité de conserver, pendant de longues années, les preuves de leur libération ou de celles des personnes dont ils sont héritiers et qui sont exposés aussi de ne plus retrouver, après un temps aussi long, les justifications des paiements effectués.

Il serait donc très utile de diminuer la durée du délai de trente années qui forme notre droit commun. On pourrait, par exemple, le ramener à vingt ans.

La plupart des législations étrangères sont entrées dans cette voie. Si la prescription extinctive de trente ans a encore été admise par les codes allemands (article 695), italien (article 2.135) et hollandais (article 2.004), elle est de vingt ans au Danemark, de quinze ans en Espagne (art. 1693), de douze ans en Angleterre et même de dix ans en Suisse (Code fédé-

ral des obligations, art. 146), en Suède (Loi de 1862) et en Norvège (Loi de 1696).

En France, d'ailleurs, on semble suivre ce mouvement. Une loi du 1^{er} juillet 1885, sur la propriété immobilière dans la Tunisie, tout en introduisant les dispositions du Code sur la prescription, a réduit à vingt ans la prescription de trente ans (art. 341). Plus récemment, une proposition de loi a été déposée, le 10 décembre 1904, à la Chambre des députés, en vue de diminuer les détails de prescription.

Si l'on peut reprocher à la législation française sur la prescription de ne plus répondre aux besoins de la société actuelle, on peut lui reprocher encore, avec non moins de raison, d'être trop compliquée et de manquer d'harmonie.

Cette diversité de délais et ses ramifications nombreuses que le système français doit à ses origines et, peut-être aussi, comme le constate Troplong, « à la fatigue qui commençait de peser sur la longue et laborieuse rédaction du corps de nos lois civiles », sont d'un grand inconvénient dans la pratique. Elles sont cause de beaucoup d'inconséquences, d'erreurs et de surprises.

C'est ainsi, par exemple, que l'action civile qui résulte d'un délit se prescrit par trois ans, alors que l'action en réparation d'un délit purement civil se

prescrit par trente ans. N'est-ce pas un résultat tout à fait choquant qu'il faille trente années pour agir contre celui qui s'est rendu coupable d'une imprudence ou d'une négligence, ou encore qui se trouve être civilement responsable d'un accident, alors qu'il n'est possible d'agir que pendant trois ans contre celui qui s'est rendu coupable d'un délit puni par le Code pénal ? Il arrive alors que, avec notre système actuel, un individu qui se trouve poursuivi en dommages et intérêts pour un délit civil, c'est-à-dire pour une imprudence ou une simple faute, peut avoir avantage à plaider devant les tribunaux que le fait pour lequel il est responsable est bien un délit au sens propre, puni par le Code pénal, afin d'échapper à la réparation, en bénéficiant d'une prescription plus courte.

Il serait possible d'éviter ces bizarreries si, à l'exemple du code allemand (article 852), on fixait à trois ans l'action en réparation du dommage causé par un délit ou un quasi délit et, d'une façon générale, si on ramenait les prescriptions inférieures à dix ans à deux types : une prescription de cinq ans pour les revenus et prestations périodiques et une prescription de deux ans pour toutes les créances qu'il est d'usage d'acquitter rapidement (1).

(1) C'est ce qu'a fait le Code allemand, sauf qu'il a adopté un délai de deux ans (196) et un délai de quatre ans (art. 197).

Il n'est pas douteux qu'une pareille réforme ne soit très utile et il est à souhaiter de la voir aboutir dans un temps rapproché. Elle pourrait être opérée sans danger, puisque l'expérience a été faite dans la plupart des législations étrangères où les délais de la prescription ont été abrégés et simplifiés sans aucun inconvénient.

Vu, le Président,
AMBROISE COLIN.

Vu, le Doyen,
M. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
De la prescription de six mois	5
Prescription contre l'action des maîtres	6
Prescription contre l'action des hôteliers.	8
Prescription contre l'action des ouvriers.	11
De la prescription d'un an	16
Prescription contre l'action des huissiers	17
Prescription contre l'action des marchands	20
Prescription contre l'action des maîtres de pen- sion.	25
Prescription contre l'action des domestiques	27
De la prescription de deux ans	29
Prescription de l'article 2.272	31
Prescription de l'article 2.273	37
Prescription de l'article 2.276, alinéa 2	47
Prescription de l'article 2 de la loi du 24 dé- cembre 1897	49
Règles particulières aux prescriptions établies par les articles 2.271 à 2.273 du Code civil	54
Point de départ et interruption des prescriptions des articles 2.271 à 2.273	57
Du serment de crédulité	70
De la prescription de cinq ans	83
Prescription de l'article 2.276, alinéa 1 ^{er}	84
Prescription de l'article 2.277	86

Fondement de l'article 2.277	88
Des créances auxquelles s'applique l'article 2.277.	88
Les créances auxquelles l'article 2.277 ne s'applique pas	109
Du calcul, du délai, de l'interruption et de la suspension de la prescription de l'article 2.277 . .	122
Caractères généraux des prescriptions des articles 2.271 à 2.280.	127

SAINT-AMAND (CHER) — IMPRIMERIE BUSSIÈRE
